

le prolétaire

M2414-377 4F

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Directeur-gérant
SARO
20, rue Jean Bouton
F-75012 Paris

MAI 1984
20^e ANNEE

4FF
2FS

no 377

La gauche bourgeoise et opportuniste attaque les travailleurs

Avec la publication du plan-acier (qui comprend 20 000 licenciements pour commencer...) le gouvernement de gauche s'attaque frontalement à la classe ouvrière en poussant son cri de guerre "ça passe ou ça casse", ce qui signifie que la gauche s'est préparée à utiliser la répression la plus directe en cas de débordements des manifestations de colère et de résistance des masses travailleuses. Le tout accompagné de louanges à la gloire du profit, de la "modernité", de la compétitivité de l'intérêt général de la France qui sont autant de justifications à un renforcement de l'exploitation forcée et de son cortège de misère (baisse du pouvoir d'achat, licenciements massifs, augmentation du chômage, etc.) et de répression.

Le plan acier est en continuité du 10 mai 1981

L'ampleur des premières réactions des travailleurs de Lorraine et de Fos montre notamment 2 choses.

D'abord une tendance au "réveil" de nombreuses couches ouvrières qui restaient "absentes" (l'année 1983 se caractérise par un très faible taux de grèves) à la suite d'une efficace manœuvre de la gauche (PS-PC) et des appareils syndicaux opportunistes qui se sont efforcés depuis de nombreuses années de contrôler au maximum les réactions ouvrières afin d'étouffer toute poussée de lutte de quelque envergure.

Elle indique ensuite le poids des illusions des travailleurs par rapport aux forces politiques et syndicales de la gauche bourgeoise et opportuniste; soit que les travailleurs aient considéré (et continuent de le faire encore pour ce qui concerne de nombreuses couches laborieuses) la gauche comme leurs représentants dûment mandatés pour défendre leurs intérêts; soit qu'ils la considèrent, "faute de mieux", comme une alliée "utile" constituant la "moins mauvaise solution possible". D'ailleurs le contenu même des slogans lancés par les manifestants lors des premières réactions de colère qui ont suivi l'annonce du plan-acier ("nous vous démissionnons", "Mitterrand souviens-toi quand tu défilais avec nous") ainsi que les attaques contre les permanences du PS en Lorraine confirment une telle évaluation.

Mais ce désenchantement et cette colère ouvrière sont-ils dus à un revirement brusque et inattendu de la politique du gouvernement de gauche et de la stratégie du PS et du PC et des bonzes opportunistes des différents appareils syndicaux ? Bien sûr que non.

Il faut bien voir que les mesures adoptées par le gouvernement et confirmées par Mitterrand s'inscrivent, au contraire, dans une stratégie parfaitement homogène et préparée de longue main. Il serait catastrophique de croire qu'en politique le gouvernement de gauche PS-PC, dont toutes les composantes sont, depuis belle lurette, au service de la défense de l'ordre capitaliste en France, les forces bourgeoises et leurs serviteurs ne préparent pas méticuleusement leur stratégie d'offensive et d'ex-

ploitation permanente des masses ouvrières par des dispositifs soigneusement calculés. En politique, comme aux échecs chaque mesure est préparée tout en étant accompagnée de solutions alternatives de rechange pour garder l'initiative en permanence, chaque coup est porté en pensant déjà aux coups futurs afin de contrôler entièrement la situation en tout risque d'improvisation.

Ainsi avant la victoire électorale de 1981 les forces de gauche ont pendant près de 10 ans tout mis en oeuvre pour enliser le mouvement ouvrier dans la recherche d'une amélioration de ses conditions de travail et d'existence à travers les échéances électorales. Ce faisant les forces syndicales se sont efforcées de briser toute tendance au développement de luttes unitaires en les faisant passer par le respect des démarches contrôlées au sommet par les directions et par la soumission aux procédures syndicales hiérarchisées. Les forces politiques de gauche n'ont pas hésité en 1977 à jouer la désunion pour temporiser davantage encore les poussées de lutte et préparer l'échéance de 1981 dans un climat social le plus apaisé possible.

A partir de 1981 la gauche a géré "l'état de grâce" qui précisément se traduit par une position d'attente des masses ouvrières en accordant quelques concessions minimales (inférieures en termes d'augmentation de salaires à celles accordées par Giscard en 1974) et de pseudo réformes comme la semaine de 39 H (accompagnées d'un effort pour intensifier les cadences) ou les lois Auroux qui ont pour objectif de permettre dans les entreprises aux directions syndicales opportunistes d'exercer un meilleur contrôle pour éviter des explosions de lutte. Cependant dès 1982 c'est la rigueur, c'est-à-dire l'austérité qui se met en place avec le blocage des salaires. Si avec ces mesures certains tiraillements apparaissent entre les directions syndicales mais aussi au sein du PS et entre le PS et le PC ils correspondent, en réalité, et traduisent une certaine fébrilité dans l'attente des réactions que tout le monde sait inévitables mais qui tardent à venir (en raison même de la stratégie de désorientation des travailleurs menée par la gauche et du poids des illusions).

Mais les mesures prises en 1982, et qui pour la gauche bourgeoise et anti-ouvrière et les forces opportunistes ne constituent en aucune manière une rupture avec leur trajectoire passée mais un aboutissement logique et naturel, ne constituent pas encore une attaque frontale mais une tentative d'anesthésier et de décourager les réactions ouvrières à venir en se présentant comme la seule voie à suivre (pour la plus grande satisfaction de la bourgeoisie dont certains secteurs liés surtout aux PME et aux PMI s'impatientent seulement sur

(suite en page 2)

Talbot, chantiers navals, sidérurgie: pour la reprise de la lutte prolétarienne ouverte!



Voir article page 3.

Un objectif central LA DESTRUCTION DE L'ETAT D'ISRAEL

Depuis sa création en 1948, l'Etat d'Israël a joué un rôle considérable dans la consolidation de l'ordre impérialiste au Proche-Orient et au Moyen-Orient. Nous avons déjà montré à plusieurs reprises dans ces colonnes que l'Etat sioniste d'Israël représente même le maillon central de la chaîne contre-révolutionnaire qui écrase les masses du Proche-Orient (c'est-à-dire les masses d'Egypte, de Palestine, de Jordanie, de Syrie, d'Irak et du Liban plus particulièrement). Cela signifie que l'anéantissement définitif et irréversible de cette chaîne contre-révolutionnaire passe nécessairement par la destruction de la puissance sioniste. C'est pourquoi les marxistes révolutionnaires internationalistes doivent clairement proclamer que la destruction d'Israël est un objectif central sur la voie de la révolution prolétarienne au Proche-Orient et de l'émancipation de toutes les masses de la région.

L'affirmation de cette position fondamentale du communisme révolutionnaire est aujourd'hui plus que jamais indispensable pour plusieurs raisons. Elle doit permettre, d'une part, aux forces révolutionnaires en Occident, et plus particulièrement en Europe, de rompre avec les influences sionistes qui restent dans le mouvement ouvrier ainsi qu'avec la politique des Etats impérialistes européens (et en premier lieu, en ce qui nous concerne avec la politique de l'Etat français) qui sous couvert de respect des frontières d'Israël cherchent à assoir une influence solide et durable dans une région qui a une grande importance stratégique.

Elle doit permettre d'autre part d'éviter tout suivisme par rapport aux forces étatiques et politiques bourgeoises du monde arabe qui par leur nature même de classe sont en définitive poussées, au delà de leurs contradictions et oppositions réelles mais limitées avec l'Etat d'Israël, à chercher à long terme la conciliation (cf. l'article sur le

facteur national dans ce numéro) avec le sionisme. Pour les marxistes il est évident qu'une telle conciliation est impossible dans le cadre d'un ordre bourgeois et impérialiste (quels que soient les aménagements successifs qui peuvent y être apportés sans pour autant, loin de là, être indifférent à la manière dont ces aménagements peuvent être réalisés et aux perspectives qu'ils peuvent y trouver) en raison des contradictions incompressibles dont sont porteuses les manœuvres et les tensions bourgeoises et impérialistes; cela d'autant plus, qu'en l'occurrence, ces contradictions sont aggravées par la nature et la forme particulière de l'Etat sioniste (nous en reparlerons plus bas).

L'affirmation du besoin obligatoirement de destruction de l'Etat d'Israël comme objectif central doit enfin permettre de trancher clairement par rapport aux risques de confusion théorique et stratégique dans l'élaboration d'une stratégie révolutionnaire appliquée aux con-

(suite en page 5)

Dans ce numéro

- Innovations
- France: Edmond
- Antiracisme et lutte de classe
- Le facteur national palestinien
- Lutte sur le chemin de la révolution
- Les plans Aulen
- L'Etat sioniste
- L'Etat sioniste
- L'Etat sioniste

La gauche bourgeoise et opportuniste attaque les travailleurs

(suite de la page 1)

la vitesse de la mise en place du dispositif d'offensive contre les travailleurs, ce à quoi Mitterrand oppose sa "force tranquille" en bon professionnel de la politique anti-ouvrière).

En 1983 avec la mise en place du plan Delors, le gouvernement de gauche serre davantage la corde mise autour du cou des travailleurs en se réfugiant derrière le contexte de l'appartenance de la France à l'entité européenne (difficulté de faire une politique de gauche dans un contexte international et européen dominé par des politiques économiques et sociales de droite) de manière à étouffer l'ampleur du mécontentement ouvrier. Relayé en cela par les multiples

débats creux et sonores au sein de la gauche politique et syndicale concernant des améliorations qualitatives et non quantitatives, l'année 1983 permet de se préparer à des offensives plus larges. Plus que la gauche va utiliser les manifestations de mécontentement des classes moyennes qui hurlent à cor et à cri pour dénoncer sur les travailleurs le poids de la politique d'austérité. La gauche de plus utilise une remontée de l'extrême-droite, comme dérivatif pour apparaître comme le meilleur allié possible des travailleurs en cherchant à les enfermer dans le piège de la défense de l'ordre républicain (cf. l'édito du Prolétaire n° 374).

La gauche se démasque

Enfin l'année 1984 est préparée par des manoeuvres politiques favorisant un "recentrage" de Mitterrand de manière à mieux contrôler et dominer l'échiquier politique et à ôter au maximum des perspectives politiques de lutte aux noyaux ouvriers combattifs qui risqueraient de se dégager en 1984 dans le sillage de l'agitation de colère et de mécontentement des travailleurs. Pour ce faire le pouvoir favorise une publicité autour de l'extrême droite (le PS et autres crapules) en s'appuyant sur le "problème immigré" (ce qui au passage permet d'accentuer la division entre travailleurs immigrés et français) et le "socialisme" officiel de Mitterrand se libéralise aux couleurs de la France bourgeoise et impérialiste avant d'affronter la classe ouvrière dans les meilleures conditions pour la bourgeoisie.

L'année 1984 représente pour l'Etat et la bourgeoisie le plus mauvais moment afin de mener une ample politique de restructuration qui suppose une attaque d'envergure de très nombreuses couches ouvrières. La crise économique internationale se prolonge, elle a été définie comme un obstacle incontournable, ce qui justifie les appels "à la raison" qu'a lancés Mitterrand lors de sa conférence de presse aux travailleurs. Ceux-ci ont pu être endormis (d'où le faible nombre de grèves en 1983 alors que le pouvoir d'achat a baissé). L'existence d'un gouvernement de gauche entièrement dévoué à la bourgeoisie impérialiste française relié par des directions syndicales opportunistes est un atout incontestable.

La perspective des élections législatives de 1986, suffisamment proches pour compter sur un réflexe de stabilité dûment conditionné par la propagande, et suffisamment éloignées pour frapper d'abord et cautériser ensuite en

1985 en distribuant quelques minuscules miettes et de grandes promesses creuses d'amélioration, est également un bon atout pour éviter de trop graves dérapages sociaux aux yeux de la bourgeoisie et de son Etat.

Enfin la police dont la liberté d'arnier a été consolidée et l'armée, en dernier ressort, veillent scrupuleusement. Alors il n'y a plus qu'à frapper et à serrer la corde autour du cou des masses pour les asphyxier au maximum.

Un autre atout d'importance est lié aux rapports PS-PC. Ceux-ci sont présentés de manière renversée par tous les médias aux ordres de la bourgeoisie. Comme si le PC était contre le PS, prêt à lui lancer ainsi qu'à Mitterrand, "défi" sur "défi" avant de le trahir, pourquoï pas, tant qu'on y est, pour le grand profit d'une "puissance étrangère". En réalité, le véritable problème pour la bourgeoisie et son Etat est de gérer au mieux des différences PC-PS et les différences syndicales pour agir avec un minimum de casse la tension sociale.

Cela d'ailleurs est payant puisqu'il suffit que le PC se dise opposé au plan acier pour que ses militants de base puissent garder le contact et fortement influencer les réactions de colère en Lorraine (nous écrivons cet article le 12 avril, la veille de la manif du 13 à Paris). Ainsi les ouvriers de Longwy et d'ailleurs s'en sont exclusivement pris aux permanences du PS. De plus le maintien pour l'instant du PC au gouvernement lui permet de proposer comme étouffoir aux luttes la perspective d'agir de l'intérieur du pouvoir pour obtenir une hypothétique atténuation des mesures anti-ouvrières de la gauche.

Dans la phase actuelle les syndicats jouent évidemment un grand rôle pour freiner la colère ouvrière et faciliter la sale besogne du pouvoir de gauche. En particulier la CGT qui est

plutôt bien implantée dans les secteurs qui sont dans le collimateur de la bourgeoisie (sidérurgie, automobile, chantiers navals, charbonnages, etc.). Cela, évidemment, n'est pas que plus tard, si la CGT s'est trop usée à freiner les mouvements de lutte et semble incapable de se redresser rapidement, les capitalistes envisagent de passer à lui définir une place nouvelle dans le cadre d'un réaménagement général des rapports sociaux (le journal patronal le "Nouvel Economiste" parle déjà du troisième syndicat français en pourcentage d'effectifs qui est celui des non-syndiqués). Mais ce n'est pas là, pour l'Etat et les bourgeois qu'une hypothèse de travail parmi bien d'autres possible.

Dans l'immédiat pour compléter le dispositif général antiprolétaire on a pu assister à déclaration du chef du CNPF, Yvon Gattaz, qui après la conférence de presse de Mitterrand a proposé la création de 400 000 emplois à condition d'obtenir des "contraintes allégées" (donc moins de charges sociales à payer ce qui signifie une exploitation accrue) et une "flexibilité de l'emploi" ce qui tendrait à créer des esclaves salariés de deuxième catégorie. Déjà le gouvernement a fait un pas dans ce sens en promettant d'énormes exonérations fiscales et sociales aux entreprises s'im-

plantant dans les "zones sinistrées", ce afin de préserver les emplois (alors que tout le monde sait que les emplois ainsi créés outre qu'ils s'appuieraient sur une plus grande exploitation des travailleurs ne seraient absolument pas en nombre suffisant pour juguler ne serait-ce qu'une faible partie du chômage accru).

On le voit, le dispositif anti-ouvrier du pouvoir de gauche et de la bourgeoisie est très important. Il montre la détermination de l'Etat capitaliste mais aussi sa crainte face aux risques d'explosion sociale et à la force potentielle des travailleurs.

Il appartient aux militants combattifs et à tous les révolutionnaires sincères de s'organiser pour résister sur des bases claires excluant toute illusion face aux manoeuvres de la gauche bourgeoise et opportuniste. Pour notre part, dans la mesure de nos forces, c'est ce que nous efforcerons de faire en participant à toutes les occasions de combat. Le masque de l'opportunisme et de la gauche est en train de tomber. Cela suppose un travail acharné d'intervention et d'orientation pour éviter que les énergies et les expériences de lutte qui s'ouvrent s'évaporent momentanément. L'heure est à la lutte, il n'y a pas d'autre alternative, pour préparer un rapport de force moins défavorable. ●

Enternasyonalist Proleter

Enternasyonal Komünist Partisi

NO: 4 - EYLÜL 1983 FİYATI: 1 DM 3 TL / 1 YSL 50 TL

DÜNYADA BİR HEYULA KOL GEZİYOR: KOMÜNİZM HEYULASI!

TÜRKİYE'DE BURJUVA DİKTATÖRLÜĞE KARŞI, DEVRİMCİ PROLETARYANIN YENİ SAVAŞ NARASİ. «TEKRAR GELECEĞİZ VE YENE GELECEĞİZ!» OLACAKTIR.

Bütün Partilerimiz ve birliklerimize, Marx'ın Lenin'in, Kızılderuliler Enternasyonalizmi ve Lenin'in Komünist Manifestosu'na ve Lenin'in 'İmparatorluk ve Enternasyonalizm'ine bağlı olarak çalışmamızı istiyoruz. Enternasyonalizmi, Komünizmi ve Leninizmi savunmamızı istiyoruz. İşçilerin birliğinde, birlikte çalışmamızı istiyoruz. İşçilerin birliğinde, birlikte çalışmamızı istiyoruz. İşçilerin birliğinde, birlikte çalışmamızı istiyoruz.

LISEZ ET DIFFUSEZ NOTRE REVUE

Κομμουνιστικό Πρόγραμμα

10

Na pároume prwtoboulies diaoundeusei ki epémvasei

ΚΟΙΝΩΝΙΚΟΠΟΙΗΣΕΙΣ ΠΡΟΒΛΗΜΑΤΙΚΕΣ ΕΠΙΟΠΤΙΚΑ ΣΥΜΒΟΥΛΙΑ

Ποιά ΠΡΟΟΠΤΙΚΗ για τα ΚΙΝΗΜΑΤΑ στην Ελλάδα

Οι οργανοί της Ελλάδας Τεχνικές επιπτώσεις στην Ελλάδα

Στρατός

ΟΙ ΕΘΝΙΚΟΠΟΙΗΣΕΙΣ ΚΑΙ ΟΙ ΚΟΜΜΟΥΝΙΣΤΕΣ

Κινηματα στην ΙΤΑΛΙΑ

Οχι παρακολο στο Κόμμι... Βοήθεια... αντίσταση των Αλβανών... Εξοτι τα Ιταλικά στρατεύματα από το Αλβαν...

ΑΙΒΑΝΟΣ ΤΣΑΝΤ

Ο έθνικ επιβουλις Η κρίση στην Αλβανία Εξοτι τα γαλλικά στρατεύματα

Innovation: les travailleurs financent leurs patrons

Les travailleurs des usines HEULIEZ de CERIZAY, dans les Deux-Sèvres ont eu le douteux privilège d'expérimenter pour la première fois en France une disposition mise au point dans les plans d'austérité du gouvernement, "les fonds salariaux".

Les patrons de la boîte se trouvaient à court de trésorerie; plutôt que d'emprunter à une banque, ils ont préféré emprunter à leurs ouvriers. Il y avait des négociations pour des augmentations de salaire; bons princes, les patrons ont accordé 6% d'augmentation (rappelons que la hausse des prix se situera en 1984, au mieux, autour de 8%) mais ils ont demandé en contrepartie (!) que les salariés leur abandonnent pour une durée de 5 ans, l'équivalent d'un mois de salaire.

D'un côté les travailleurs obtiennent 6% d'augmentation, d'un autre côté ils prêtent 8,3% à l'usine: le calcul est vite fait. Cela n'a pas empêché les syndicats (CFDT et CGT) de se déclarer très satisfaits de cet accord, d'autant plus qu'une commission paritaire a été créée pour gérer ces fonds: un fromage de plus pour quelques bosses. Les dirigeants d'HEULIEZ, eux sont ravis: ils viennent d'obtenir environ 10 mil-

lions de francs (il y a près de 1 800 salariés dans la boîte) et ils estiment que cet accord pourrait n'être qu'une première étape, d'autres travailleurs se raient "prêts à investir (sic) davantage"...

Cette institution des fonds salariaux va probablement se répandre, comme elle est apparemment relativement indolore (au fond "il ne s'agit que d'un prêt"), c'est une mesure qui pourrait passer assez facilement en faisant appel au patriotisme d'entreprise, à la nécessité de sauvegarder des emplois, etc. Evidemment il faut que comme chez HEULIEZ les syndicats soient là pour faire ce boulot. Pour ce qui est de la CFDT, on peut compter sur elle: elle avait applaudi de 2 mains lors de l'instauration de cette disposition qui va dans le sens de l'intéressement des travailleurs à la gestion des entreprises.

Il est clair que c'est en réalité une attaque contre le salaire réel qui doit être dénoncée en tant que telle. Et dans cette guerre permanente entre travail et capital les "commissions", les "sacrifices" demandés aux travailleurs, au lieu d'améliorer leur situation ne font que la dégrader pour l'immédiat comme pour le futur. ●

PRENOM: EDMOND

Dans le numéro 5 (février-mars) de son journal, l'Organisation des Communistes Démocratiques (sic!) se lance au secours d'Edmond Maire et de la CFDT volablement attaqués après les grèves de Talbot. Pour le journal qui s'appelle encore - quel archaïsme! - Drapeau Rouge "la CFDT n'a pas changé". A Talbot, "par félicite", elle "a tapé du poing pour refuser les licenciements". C'est une image, bien sûr qu'alliez-vous croire? Dans l'usine, la CFDT a surtout cherché à éviter que les grévistes tapent réellement du poing et s'organisent pour riposter aux attaques de la maîtrise et des commandos de la CSL. Mais surtout la hiérarchie syndicale a fait le maximum pour freiner la section locale, trop sensible aux exigences des grévistes; nos communistes - excusez-nous - démocratiques sont d'ailleurs un peu gênés pour reprendre le slogan des ouvriers au plus fort de la lutte de "zéro licenciement"; il a pu être avancé "tactiquement" concédent-ils, mais c'est "zéro licenciement sans compensations suffisantes et sûres" qu'il fallait comprendre.

Excepté ce détail, il faut "soutenir la CFDT" sa "cohérence", son "réalisme". D'après l'article Maire aurait dit "seul le réalisme est révolutionnaire"; le rédacteur ajoute: "seuls les révolutionnaires réalistes sont réalistes"; il faut sans doute en conclure que pour lui seul Maire est révolutionnaire. Drapeau

Rouge (?) nous explique que dès 1981 Maire avait lucidement prévu les licenciements. Il aurait fallu dès ce moment "développer la formation, sinon (restons réalistes -NDLR) l'alphabetisation des OS (...) c'est quand même un comble: on aide des millions de gens dans le Tiers-Monde à apprendre à lire, on fait des collectes pour envoyer des stylos aux petits nicaraguayens et on n'est pas fichu d'avoir dispensé le minimum d'instruction aux travailleurs immigrés qui travaillent chez nous!".

Nous reconnaissons en effet qu'il y aurait bien là de quoi faire sortir de ses gonds tout communiste-démocrate-réaliste digne de ce nom; aussi voudrions-nous tout de suite apporter la bonne nouvelle: il semble bien que le réalisme d'Edmond et la cohérence de la CFDT soient mieux perçus par le gouvernement et les médias à en juger par l'appui donné à leurs signes et leurs déclarations contre la grève des fonctionnaires. Il reste seulement à convaincre les travailleurs...

Avant de refermer notre Drapeau - comment dire? - il faut noter l'hommage ému aux "communistes du passé" en la personne de celui qui personnifie la contre-révolution, J. Staline.

Allons! Voilà que rassure: la CFDT n'a pas changé, les staliniens n'ont plus. ●

Talbot, chantiers navals, sidérurgie

Après l'annonce du "plan acier" la fermeté affichée par Mitterrand, les journaux de la grande presse parlent du "tournant du septennat", d'un "changement de politique". Le directeur de "Libération", S. July, "Le confident du président" nous apprend, tout comme "The Economist" de Londres, que Mitterrand n'est plus un président de gauche...

Il n'y a pas de tournant, ni de changement de politique - "l'austérité de gauche" n'a-t-elle pas officiellement plus d'un an et n'a-t-elle pas en réalité été préparée par toute la politique antérieure, celle de "l'état de grâce" ? - mais il y a effectivement un nouveau degré, une phase supérieure qui a été abordée depuis le début de cette année, l'aggravation de la politique d'austérité.

L'austérité n'a pas pour l'instant suscité de ripostes importantes parmi les travailleurs. En 1983, le nombre de journées de grève a été le plus bas de la période de l'après 68, si on excepte l'année 81, celle de la victoire électorale de la gauche. Certes, dans ce phénomène la bourgeoisie a compris qu'il y avait aussi un danger: "la rupture qu'on peut constater entre les états-majors syndicaux et leur base (...) Les suppressions d'emploi peuvent entraîner des mouvements locaux que les centrales auront du mal à maîtriser ou à contrôler". ("Les Echos" du 17/02/84). Mais cette passivité est pour elle un atout qu'elle entend utiliser à fond.

Une offensive généralisée

Fin janvier, le gouvernement se réunit en séminaire pour arrêter les grandes lignes du plan de "restructuration". Au sommaire: comment faire passer et planifier les licenciements. Des fuites au sujet des zones de reconversion indiquent où on voulait en venir: assouplir les réglementations sociales sur les licenciements. Cette mesure que Gattaz, président du CNPF lui-même jugeait alors "irréaliste" est abandonnée au profit d'une simple (!) accélération des procédures légales de licenciement.

Mais après le choc du plan-acier le super-ministre Fabius le 10 avril décide d'offrir aux entreprises qui viendraient s'installer en Lorraine, la suppression de toutes les charges sociales pendant 3 ans. Et le même jour Gattaz propose 400 000 nouveaux emplois à condition qu'on mette temporairement de côté les lois sociales et les charges sociales.

Le chiffre des emplois à supprimer est gardé secret - Mauroy dans une interview le 23 janvier prétendait qu'il serait "incivique d'effrayer les Français en globalisant toujours les chiffres" - mais on parle de 260 000 : 20 000 dans les charbonnages, 30 000 dans les biens d'équipement, 30 000 dans la sidérurgie, 50 000 dans le bâtiment, 17 000 dans les transports, 14 000 dans l'agro-alimentaire, 13 000 dans le textile, 13 000 chez Renault, etc.

Parallèlement le gouvernement avoue clairement son but d'arriver à une désindexation des salaires sur les prix: faire en sorte que les salaires augmentent moins vite que les prix, c'est le secret de la prétendue lutte contre l'inflation. La réforme des indemnités de chômage entraîne une baisse des prestations pour les bas salaires (et une amélioration pour les salaires les plus élevés) et ouvre la voie pour de futurs "aménagement" du même style. Bérégovoy a indiqué le 19 février qu'une réforme du même style est à l'étude pour les allocations familiales.

Le "plan-acier" n'est donc qu'un des éléments d'une vaste offensive anti-ouvrière. Il paraît qu'on a beaucoup hésité à l'Elysée. Les luttes des ouvriers de Talbot début de l'année ont été une mauvaise surprise alors que le gouvernement voulait faire de Talbot un exemple pour les restructurations dans l'industrie. Certains ministres, par crainte de mouvements sociaux, voulaient étendre le plan-acier sur 2 ans. On a finalement jugé que la situation était favorable pour une victoire avec le plan-acier, qui serait décisive pour la suite des projets gouvernementaux.

Les politiciens de la droite ont apprécié en connaisseurs; pour Barre "mes idées ont fait leur chemin"; Fourcade (ancien ministre de l'industrie) "la gauche fait ce que nous n'avons jamais réussi à faire"; Chirac: "l'opposition ne doit pas gêner le gouvernement". Mais d'autres politiciens bourgeois, comme Giscard craignent "une explosion sociale"...

Bourgeois et réformistes unis contre les prolétaires

Cependant les bourgeois reconnaissent que la gauche est la plus apte à éviter cette "explosion sociale". En effet le gouvernement Mitterrand est beaucoup plus fort que ne l'était le gouvernement Giscard-Barre. Seuls d'indécrottables gauchistes pourraient y voir un paradoxe: sa force tient au fait qu'il a des partisans au sein de la classe; non seulement - et ce n'est pas rien ! - les organisations syndicales qui chapeautent tous les mouvements - mais y compris au sein des masses ouvrières elles-mêmes. Pour le travailleur moyen, l'attitude du gouvernement s'explique ou par son incapacité dans le domaine économique, ou par ses pressions de la droite. Ce reste d'indécrottables gauchistes pendant les

quelles le prolétariat a fait confiance aux organisations de gauche pour améliorer son niveau de vie, est savamment entretenu par toutes les forces opportunistes, de la CFDT à la CGT, du PC à l'extrême-gauche.

La LCR, par exemple, fait tout son possible pour masquer l'antagonisme de classe qui sépare le gouvernement des travailleurs: "non à cette politique qui ne sert que les patrons et prépare le retour de la droite (sic); en manifestant les lorrains diront au gouvernement: 3 ans après la victoire du 10 mai, cessez de faire vos comeries qui ne servent que la droite et le patronat", etc. (extraits de Rouge du 6 avril).

Alors que le PS est largement discrédité en Lorraine, le PC réussit à titer son épingle du jeu. Son attitude habile, la publicité donnée les médias aux "réticences" de Marchais font oublier à la masse des travailleurs son rôle réel et sa responsabilité centrale dans les attaques qu'ils subissent.

Il en va du PC comme des organisations syndicales: ils font tout depuis 3 mois pour empêcher une lutte réelle des sidérurgistes, alors que les uns et les autres ont été étroitement associés à la préparation du plan-acier. Dès le 23 janvier, lors de la première réunion de concertation sur la sidérurgie où étaient présents avec le ministre de l'industrie, les PDG de Sacilor et USINOR et les représentants de tous les syndicats, il était prévu 25 à 30 000 suppressions d'emploi. Cela n'a pas empêché les syndicats de se dire "satisfaits du processus de concertation engagé".

Au lieu d'utiliser les mois écoulés pour préparer la riposte, les syndicats l'ont utilisé à se préparer à canaliser dans des impasses les réactions des travailleurs. Au centre de leur préoccupation, comme toujours, ne se trouve pas la défense des travailleurs, mais la défense de l'économie nationale, en l'occurrence la défense de l'acier français, puis la défense de la région. "La Lorraine vivra ! Le Nord vivra ! Fos vivra !" Au bout du compte ce sont les travailleurs qui créent. Le seul résultat de la défense de l'outil de travail, du site contre un autre site, c'est la division entre les travailleurs. L'intersyndicale d'UGINE-aciéris à Fos fait insérer à grands frais des placards publicitaires vantant son usine. Les syndicats de Gandrange défendent le projet de "train-universel" tandis que la CFDT d'un site voisin distribue des tracts appelant à "s'opposer par la force s'il le faut" à la construction de ce fameux "train".

Dès l'annonce du plan la CGT de Lorraine répond par un plan de "mobilisation" pour désamorcer les réactions: une grève dans une semaine, une marche sur Paris dans 15 jours, avec entre-temps des actions "spectaculaires" ici ou là. Même les inévitables débordements serviront d'exutoire à la colère ouvrière. La police d'ailleurs intervient très peu: les bourgeois veulent éviter de refaire la bêtise de Denain en 79, quand la brutalité de l'intervention policière avait déclenché l'explosion. Selon le "Canard Enchaîné" le gouvernement estime finalement que les réactions sont moins importantes qu'il le craignait: dans un mois tout sera rentré dans l'ordre. Un ministre communiste déclare au "Monde" que "ce n'est qu'un mauvais moment à passer".

La défense des prolétaires exige le retour aux méthodes de classe

De Fos à Longwy, des groupes de travailleurs se sont organisés indépendamment des structures syndicales pour mener des actions plus dures. Mais toute la presse a rapporté le désarroi de ces travailleurs combattifs qui ont compris que ni les actions spectaculaires ni les journées d'action ne constituent une riposte adaptée à l'importance de l'enjeu. L'alternative n'est pourtant

pas entre la résignation et la colère impuissante. Les travailleurs ont entre leurs mains des armes puissantes. La production d'acier reste un des secteurs-clés de l'industrie; les sidérurgistes pourraient mettre à genoux l'économie française s'ils le voulaient. En Grande-Bretagne les mineurs n'ont pas hésité à riposter aux 20 000 licenciements prévus par la bourgeoisie. Ils ont déclenché une grève générale illimitée; ils se sont organisés en piquets de grève voyants qui sillonnent le pays pour faire fermer les puits encore en production.

C'est certes là une lutte difficile qui nécessite une organisation préalable solide et un fort niveau de combativité chez les travailleurs. Cela nécessite surtout de rompre avec les orientations paralysantes du réformisme.

* A la bataille "bassin par bassin", "usine par usine" qui signifie dresser les travailleurs les uns contre les autres, il faut opposer la lutte unitaire de tous les travailleurs, quel que soit le degré de rentabilité reconquise par les bourgeois à tel ou tel site.

* A la défense de l'acier français, de l'économie nationale, il faut opposer la défense des travailleurs et la lutte résolue contre les licenciements.

Anti-racisme et lutte de classe

Les 17 et 18 mars se sont tenues les Assises Nationales contre le Racisme à l'appel du MRAP, grâce au concours actif du gouvernement. La presse a relevé l'ambiance sinistre dans laquelle s'est déroulée cette grand-messe où on a tenté d'exorciser le démon de la lutte de classes. Les participants, qui allaient des bourgeois libéraux, comme Olivier Stirn, député UDF, aux rangs élevés des barricades comme Gauchy ou Krivine, ont communiqué sous le signe de l'anti-racisme démocratique et du "droit à la différence".

En même temps qu'elle sème les ferments du racisme, qu'elle organise la chasse officielle aux travailleurs immigrés, la bourgeoisie essaie de contrôler les inévitables mouvements de résistance par des opérations de récupération, comme lors de la Marche pour l'Égalité (cf le Prolétaire n° 376), et en mettant en place avec l'aide irremplaçable de l'ex-trême-gauche et des soi-disant organisations de soutien aux immigrés, les barrages destinés à détourner toute lutte réelle.

Le discours anti-raciste du gouvernement n'est pas seulement l'un des termes, illusoire, d'une politique "à double face"; il est aujourd'hui la condition indispensable pour pouvoir mener une politique, anti-ouvrière, qui s'appuie sur la division entre races et nationalités. L'anti-racisme des gardiens professionnels de la paix sociale est une garantie que se donne la bourgeoisie pour éviter que la révolte contre l'expression pratique du racisme social ne se place sur le seul terrain dangereux pour elle, le terrain de la lutte de classe.

Impuissance ultra-gauche

Mais dans la lutte pour l'unité de la classe ouvrière nous avons également à combattre des positions "radicales" (et d'autant plus pernicieuses) qui, partant de la dénonciation correcte de l'anti-racisme démocratique, aboutissent en fait par des voies opposées à l'impuissance et au défaitisme.

Il y a d'abord l'attitude de type ultra-gauche qui nie toute lutte spécifique anti-raciste au nom de la pure lutte pour les intérêts généraux de la classe. Révolution Internationale est le représentant typique de cette position (rappelons-nous l'époque où toute participation à une lutte ouvrière partielle était dénoncée comme une trahison et un renoncement à la lutte révolutionnaire): dans le monde éthéré des grands principes où vit ce groupe, les problèmes réels de la classe ouvrière ne peuvent évidemment être ni perçus, ni compris. Les critiques qu'il nous adresse à cette occasion sont donc plutôt réconfortantes...

On rencontre aussi une attitude qui se veut "concrète", "politique" mais qui n'est en fait qu'une adaptation passive aux circonstances du moment. Le bulletin El Mounadhil donne un exemple de cette position, qui tend malheureusement à se répandre. Numéro après numéro, El Mounadhil s'attaque aux mots d'ordre qui appellent à l'unité de la classe. La base de l'analyse est que la coupure

car en régime capitaliste la défense de l'économie implique nécessairement des sacrifices et une exploitation toujours accrue pour les travailleurs.

* Au chauvinisme, il faut riposter par l'unité française-immigrés. De plus la crise de la sidérurgie est générale et dans toute l'Europe des dizaines de milliers de licenciements sont préparés: une victoire des sidérurgistes allemands ou français aurait des conséquences favorables immédiates pour les luttes des sidérurgistes des autres pays.

* Au rituel bien huilé des grèves d'une journée, des marches-procèsion en vue de négocier avec les patrons et le gouvernement, il faut opposer la préparation de grèves sans limitation de durée et sur des objectifs de lutte sans compromis.

Les affrontements actuels ne sont que les prémices des affrontements futurs; quels que soient même les résultats des luttes en cours, elles n'auront pas été vaines si elles sont l'occasion d'apparition de groupes d'ouvriers d'avant-garde qui s'organisent et se coordonnent en dehors de l'influence des hiérarchies syndicales afin de pouvoir demain, grâce aux méthodes et aux objectifs de classe, leur disputer la direction des luttes.

entre ouvriers français et immigrés est effective pour une longue période. Dans ces conditions, l'appel à l'unité de la classe ouvrière serait un mot d'ordre "ambigu" et "qui rejoint objectivement le social-impérialisme". La meilleure preuve en serait que ces slogans sont parfois avancés par les réformistes ou par "des organisations françaises dans des manifestations à 80 % d'immigrés". (El Mounadhil n°3).

Sur cette pente on peut aller très loin: après tout les réformistes ne parlent-ils pas de socialisme, de marxisme, de lutte des classes et ne le font-ils pas effectivement pour camoufler des positions opportunistes, de collaboration de classe, etc. ? Cela n'a pourtant jamais convaincu les révolutionnaires sérieux à abandonner la revendication du socialisme, du marxisme ou de la lutte des classes. Ceux-ci au contraire cherchent à montrer aux masses que ce n'est là qu'un masque revêtu par les réformistes pour faire passer en douceur leur politique ou pour se refaire une virginité.

Personne ne peut nier les divisions au sein de la classe, entre ouvriers français et immigrés, entre immigrés européens et immigrés arabes, entre "jeunes" et "vieux" immigrés, entre clandestins et "légaux". Le problème est de savoir si on éternise (même relativement) cette constatation et si on abandonne alors la lutte pour l'unité ouvrière; ou si on considère que c'est là la seule voie de salut et si on se met donc en condition de faire les pas réels, même très modestes, dans ce sens. Choisir la deuxième voie (qui ne signifie évidemment pas demander aux travailleurs immigrés d'attendre (?) pour se défendre) n'est d'ailleurs peut-être pas aussi absurde que cela si on en juge d'après l'effort dépensé par les bourgeois pour diviser la classe.

La lutte contre les divisions sera (et est déjà) une des questions politiques centrales de la lutte de classes en France. Aucun prétexte, et surtout pas le prétexte que l'adversaire se prépare à occuper le terrain, ne saurait justifier l'abandon de cette lutte dont les escarmouches se déroulent dans les usines comme dans les quartiers. Nous n'appelons donc pas à abandonner une lutte réelle pour la passivité de ce qui serait une chimère - l'unité ouvrière soi-disant impossible - mais nous appelons à donner aux poussées indéniables de lutte anti-raciste une orientation de classe. Il n'est certes pas possible d'avancer vers ce but par la seule magie des slogans ou de la propagande; il faut s'appuyer sur les besoins objectifs de la lutte ouvrière contre les attaques de la bourgeoisie ou de la défense contre les crimes racistes en sachant présenter, dès que nous en avons la possibilité, des perspectives de mobilisation et d'organisation concrètes et adaptées à la situation.

C'est sans doute là une tâche peu exaltante qui sera taxée de "minimaliste" par certains de nos critiques et de "sans espoir" par les autres: c'est cependant la tâche qui s'impose aujourd'hui.

Le facteur national palestinien dans la perspective de la révolution prolétarienne au Proche-Orient

Ces remarques ne prétendent pas définir une position de parti complète concernant la question palestinienne qui est une question complexe et de première importance du point de vue de l'élaboration et du développement d'une stratégie prolétarienne révolutionnaire. Nous nous proposons dans une brochure ultérieure de fixer de manière systématique une analyse de parti susceptible d'homogénéiser sur des bases solides le réseau international de parti que nous avons pour ambition de constituer.

Il s'agit ici de rappeler un certain nombre de vérités dont nous pensons qu'elles ont été confirmées par les développements récents de la situation au Liban et dans le Proche-Orient et qui doivent constituer le noyau d'une analyse collective plus complète qui est en cours.

Le Proche-Orient constitue une région vitale pour le capitalisme mondial et pour l'ensemble des impérialismes en raison des richesses pétrolières qu'il recèle, mais aussi de ses potentialités explosives du point de vue social et révolutionnaire. Le cadre politique des Etats de cette région résulte d'un découpage effectué par l'impérialisme mais ne résulte pas d'une véritable lutte d'émancipation anti-coloniale. Le développement capitaliste dans les Etats arabes s'est effectué dans le cadre de l'impérialisme, en préservant les intérêts des anciennes dominantes et sans accomplir l'ensemble des tâches anti-impérialistes et démocratiques propres à une véritable révolution bourgeoise. Sur ce découpage, les impérialismes (y compris l'impérialisme russe) ont greffé en 1948 l'Etat sioniste destiné à devenir un Etat-mercenaire pilier de l'ordre bourgeois dans la région et gendarme contre-révolutionnaire.

L'Etat sioniste d'Israël s'est constitué et consolidé au moyen d'une politique systématique de colonisation et d'expropriation des masses palestiniennes. Cette politique, destinée à renforcer le sionisme implique inévitablement des discriminations raciales, religieuses et nationales frappant les masses palestiniennes au nom du "privilège juif". Ainsi l'Etat sioniste n'a existé et ne peut exister qu'en exerçant une oppression nationale féroce transformant les masses palestiniennes en une foule de sans-réserve et de prolétaires sous la botte directe de l'Etat pied-noir ou disséminée dans les autres Etats du Proche-Orient. L'implantation et le renforcement de l'Etat sioniste, Etat colon et mercenaire à la solde de l'impérialisme, a engendré un développement agricole et industriel capitaliste reposant principalement sur l'exploitation de la force de travail palestinienne. A la faveur de la déstabilisation de l'Iran, Israël prétend même devenir un des principaux pôles d'accumulation de capital dans la région, en instaurant de fructueux échanges économiques avec les autres Etats. C'est une des significations du processus de paix engagé avec l'Egypte, de la main-mise sur le Sud Liban et de la volonté d'être partie prenante (s'il le faut au prix d'un affrontement avec la Syrie) dans la recomposition d'un Etat libanais capable de museler le plus efficacement possible les masses palestiniennes et libanaises.

L'oppression nationale des populations palestiniennes, leur dispersion dans toute la région, leurs conditions d'existence précaires comme réfugiés ou main d'oeuvre surexploités, les discriminations dont ils sont victimes en Israël, dans les territoires occupés, mais également dans les Etats arabes, les vagues de répression et de massacre dont ils sont périodiquement victimes, tous ces faits ont engendré une formidable bombe sociale qui menace l'ordre capitaliste et impérialiste dans la région, et en particulier l'Etat sioniste qui en constitue la clé de voûte. Mais les autres Etats arabes sont également menacés par cette bombe palestinienne. En effet l'Etat sioniste a poussé par la force brutale les masses palestiniennes à émigrer massivement et dans le dénuement le plus total vers les Etats arabes de la région. Or ces Etats sont tous engagés (à des degrés divers il est vrai) dans un mouvement de développement capitaliste, même si ce mouvement se réalise à travers une totale dépendance par rapport à la puissance économique et financière des impérialismes. Ainsi les masses palestiniennes ont constitué à la fois une réserve supplémentaire de main-d'oeuvre (dans laquelle les classes dominantes des Etats arabes ne se privent pas de puiser) et un facteur de déstabilisation sociale.

Il importe de bien comprendre que, en raison de la nature et du rôle du sionisme, la forme particulière et dominante de leur exploitation sociale

est liée fondamentalement à leur expropriation sanglante. Il ne saurait donc être question, pour les communistes révolutionnaires de chercher, par un aveuglement indifférentiste, à substituer la lutte sociale à la lutte contre l'oppression nationale. Ce n'est que par le plein épanouissement de la lutte d'émancipation nationale antisioniste et anti-impérialiste que s'expriment et s'exprimeront les puissantes poussées de révolte et de luttes sociales des masses palestiniennes.

La lutte contre l'oppression nationale des masses palestiniennes a pour cible l'Etat sioniste fondé sur le privilège juif et pilier de l'ordre impérialiste et bourgeois de toute la région, et suppose sa destruction radicale. En raison même de la nature du sionisme caractérisé par une forme particulière d'oppression nationale des masses palestiniennes autour de laquelle s'articule une exploitation capitaliste forcée et une politique expansionniste qui influence tout l'équilibre de la région, la destruction de l'Etat sioniste concerne donc toutes les masses du Proche-Orient. La lutte pour sa destruction est donc un levier révolutionnaire qui favorise les possibilités d'extension d'une série d'explosions révolutionnaires ininterrompue qui est objectivement à l'ordre du jour et qui ne s'achèvera qu'avec l'émancipation sociale et politique de toutes les masses prolétariennes et les masses opprimées du Proche-Orient. La perspective de révolution ininterrompue liée à l'objectif de la destruction révolutionnaire d'Israël ne signifie donc pas la transgression d'une révolution bourgeoise en révolution prolétarienne mais une phase de lutte liée et engendrée par l'affaiblissement du statu-quo impérialiste et réactionnaire dans le Proche-Orient. La perspective de la destruction du sionisme permet de la sorte de proposer une stratégie unifiante cimentant la lutte des masses palestiniennes en Israël avec le prolétariat juif de ce pays (à la condition qu'il rompe avec le sionisme) mais aussi et surtout avec les masses des autres Etats arabes tous enclins à agiter la perspective de la dénonciation du sionisme dans le but de calmer l'agitation des masses populaires qu'ils oppriment et exploitent et oublient cet objectif dès que celles-ci s'agitent de manière trop dangereuse pour les privilèges sur lesquels ils se fondent.

En effet les masses palestiniennes éparpillées dans plusieurs Etats se trouvent confrontées au double besoin de coordonner entre elles leur mobilisation et leur action de lutte, où qu'elles se trouvent et d'établir des liens avec les masses prolétariennes et sans réserves des autres pays qui en sont l'allié naturelle à commencer par celles des pays frontaliers d'Israël, c'est-à-dire du Liban, de Jordanie, de Syrie, d'Egypte mais aussi d'Irak. En raison de la féroce répression ainsi que de la politique systématique de terreur et de massacre menée par le sionisme combinée avec leur répartition dans plusieurs pays (ce qui transforme la question nationale palestinienne en véritable bombe sociale) la lutte nationale des masses palestiniennes dérange forcément le pouvoir des Etats en place tout en les exposant à des représailles israéliennes. C'est pourquoi en raison même du contexte précis la lutte nationale palestinienne pour la constitution d'un Etat laïc sur toute la Palestine porte en elle la possibilité et la force de déstabiliser l'équilibre contre-révolutionnaire de la région et de souder dans une lutte solidaire et unitaire toutes les masses de la région.

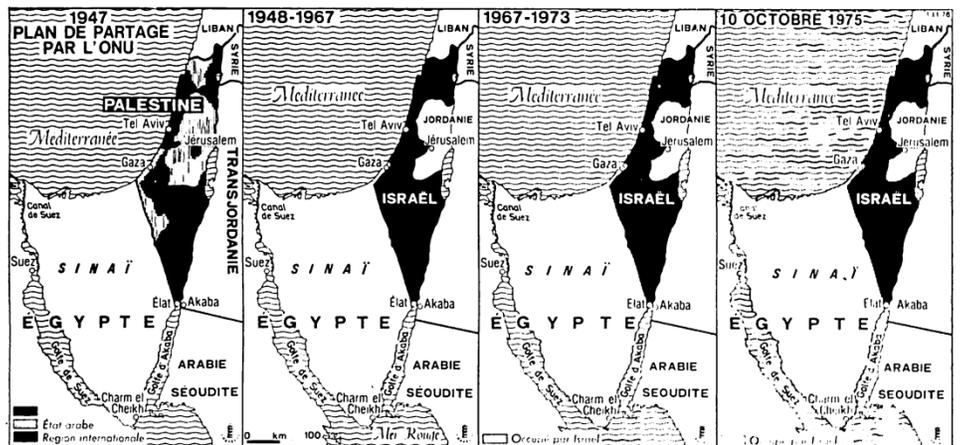
Evidemment les Etats impérialistes, le sionisme et les Etats arabes sont tous conscients de cette formidable menace que constitue la bombe palestinienne. C'est pourquoi au-delà de leurs rivalités et de leurs affrontements armés (bien réels) ils ont aussi des in-

térêts convergents non moins réels dans le musèlement de la lutte des masses palestiniennes et arabes. D'ailleurs les événements n'ont-ils pas démontrés dans la pratique que le chemin d'El Quod (Jérusalem) passait par les capitales arabes ? On peut dire que les guerres passées et les risques de conflits présents n'ont de sens que dans le cadre de la recherche d'une ligne de partage de leur rôle respectif au sein d'un statu-quo contre-révolutionnaire qui reste précaire et particulièrement fragile. Dans cette perspective on ne peut exclure que l'impérialisme et le sionisme accepte des aménagements de la carte territoriale à la suite de tensions que toutes les forces en place, le sionisme, l'impérialisme, les Etats arabes sont forcés de chercher à limiter pour éviter une explosion révolutionnaire généralisée. On peut encore moins exclure la possibilité pour l'impérialisme, le sionisme et les Etats arabes d'agiter la perspective d'un réaménagement limité de la carte territoriale (sous forme d'une "autodémocratie" accordée) dans le but de désamorcer la lutte des masses et de définir un compromis pour maintenir les bases de l'ordre politique et social.

Disons le net, la seule autodémocratie réaliste pour les masses palestiniennes est celle qui repose sur leur mobilisation violente, pour la destruction du sionisme générateur de leur oppression nationale et sociale et leur alliance dans cette perspective avec les autres masses de la région, ce qui précisément ouvre au passage la possibilité

de déstabiliser voire de renverser les autres Etats arabes pour préparer le renversement de l'Etat sioniste. Dans une telle stratégie excluant tout compromis structurel avec l'impérialisme, le sionisme et les Etats arabes n'importe quelle parcelle de territoire arrachée par la lutte pourra effectivement servir de base jusqu'à la victoire totale contre le sionisme et les Etats arabes.

Mais pour que la lutte armée de masse contre l'oppression nationale palestinienne et le sionisme ainsi que contre toutes les politiques de domination exercées par les Etats arabes qui reposent en définitive sur la même base générale que le sionisme, puisse se développer efficacement, il importe que les masses palestiniennes et arabes puissent se démarquer de toute orientation bourgeoise soumise inévitablement, par son caractère même, à toute forme d'influence modératrice et conciliatrice et à s'organiser sur des bases programmatiques et organisationnelles indépendantes. La tâche des communistes révolutionnaires internationaux en Europe est donc d'aider les noyaux qui sur place et au sein de la lutte qu'ils mènent quotidiennement contre le sionisme et les manoeuvres de l'impérialisme et des Etats arabes cherchent à se dégager sur des positions pratiques et politiques claires car de telles forces existent n'en déplaisent à ceux qui auraient tendance à prendre leurs désirs pour des réalités ou à se vanter dans le suivisme par rapport aux politiques bourgeoises et petites-bourgeoises influentes parmi les masses palestiniennes et arabes.



La convergence politique et pratique avec les forces révolutionnaires qui tendent à se dégager au sein des masses de Palestine et des pays arabes doit se faire d'abord sur la base de l'acceptation de la défaite définitive du sionisme (et non pas partielle comme le font les Etats arabes qui se drapent encore dans une posture radicale de "refus" en attendant l'élaboration d'un compromis) et de la destruction totale de l'Etat israélien. Elle doit se faire également sur la base d'une dénonciation complète de la "politique panarabe" menée par les Etats arabes. Ceux-ci ont depuis le début, au-delà de l'évolution des régimes successifs qui les ont dirigés, et qui les dirigent, fini par renoncer à toute initiative réellement unitaire fondée sur la mobilisation des masses arabes et ont abdicqué par rapport à toute action radicale dans ce sens. C'est le cas bien sûr en 1948, mais aussi en 1958-1961 avec l'échec du projet d'union syro-égyptienne préconisée par le nassérisme. C'est le cas également avec l'éphémère Fédération entre l'Egypte, l'Irak et la Syrie en 1963, sans parler de l'inconsistant conseil présidentiel établi entre l'Egypte et l'Irak en mai 1964 en vue de promouvoir une unité égypto-irakienne. Ce sont là des faits exemplaires incontournables qu'il faudrait expliquer au prix de subtiles acrobaties pour contredire cette réalité imposée par la pratique: le panarabisme (pouvait ainsi dire les postes unitaires) et spectaculaires unitaires sont essentiellement un rideau de fumée derrière lequel chaque Etat arabe cherchait implacablement à affirmer sa souveraineté politique nationale spécifique en muselant implacablement les masses qui lui dominait. D'ailleurs l'arrivée de directions baathistes dites radicales à la

tête de l'Etat syrien et irakien, loin d'ouvrir un processus d'unification, au contraire, accentué leur rivalité mutuelle aujourd'hui plus que jamais renforcée.

Il nous semble enfin utile de rappeler que le sommet de Khartoum tenu en novembre 1967 (après la guerre des 6 jours) a été l'aboutissement de cette incapacité des régimes dits progressistes à entreprendre une quelconque activité unitaire panarabe radicale et durable. A Khartoum, en effet, le sommet des pays arabes voit le triomphe des thèses saoudiennes qui condamnent certes Israël mais restent favorables aux puissances impérialistes occidentales protectrices d'Israël en refusant d'employer l'arme directe de l'embargo pétrolier. Bien plus l'Egypte nassérienne renonce à apporter toute aide aux guérilleros du Sud-Yémen. C'est l'alignement complet du nassérisme derrière la politique des Etats arabes les plus conservateurs (c'est le début du processus conduisant à Camp David). Certes la Syrie refusera de participer aux décisions de Khartoum. Mais en 1970, l'Etat syrien, où domine le nouveau régime du président Assad, refusera de se porter avec ses blindés (de même d'ailleurs que l'Irak qui avait à l'époque des troupes stationnées en Jordanie) au secours de la résistance palestinienne en proie à une féroce répression menée par le roi Hussein. Là aussi on assiste à un alignement du régime "progressiste" d'Assad derrière la politique d'un Etat arabe particulièrement réactionnaire: la Jordanie; convergence qui inaugure le début d'un processus conduisant directement aux massacres de Tell-El-Zātar puis aux opérations de police anti-palestiniennes menées en 1982 et 1983 dans la plaine de la Bekaa et à Tripoli (est-il besoin de rappeler que près de 40 % des recettes budgétaires syriennes proviennent de l'Arabie Saoudite?).

Si les Etats arabes peuvent encore essayer d'utiliser la carte du panarabisme, c'est surtout en raison de l'attitude agressive et intransigeante du gangster sioniste soutenu par les impérialismes auxquels, même si c'est à des degrés différents, ils sont tous liés. Non seulement les Etats arabes sont intégrés à la sphère économique et politique de l'impérialisme mais ils ont, de plus, irrémédiablement renoncé (au-delà de proclamations verbales destinées à tromper leurs masses et à attraper les nigauds) à lutter pour la destruction de l'Etat sioniste qui est devenu, au prix, il est vrai, de multiples guerres, un facteur de leur propre stabilité. Tout au plus s'opposent-ils, au besoin en envisageant des affrontements violents mais limités (comme ce fut le cas pour l'Egypte de Sadate en 1973), à ses appétits expansionnistes mais sur la base d'une rivalité ayant pour objet la défense de leurs intérêts nationaux particuliers. C'est, en particulier, le cas aujourd'hui pour la Syrie qui ne peut envisager (de manière essentiellement hypothétique et dans la perspective d'accumuler des atouts à négocier) de mener une guerre avec Israël que sur la base du musèlement durable des masses palestiniennes et libanaises afin de résoudre le contentieux qui existe (annexion du Golan, etc.) et de consolider son champ d'influence en tant que force locale de gendarmerie ainsi que sa stabilité intérieure.

C'est pourquoi nous affirmons, et c'est là une des bases indispensables d'une convergence de toutes les forces

révolutionnaires autour d'une stratégie de révolution prolétarienne internationale appliquée au Proche-Orient, que la phraseologie antisioniste et panarabe des Etats arabes et des sommets comme ceux de Fès ne sont que des mensonges contre-révolutionnaires; mensonges destinés à cacher une convergence d'intérêt réelle de tous les Etats arabes avec l'impérialisme et le sionisme pour tenter de désamorcer les formidables contradictions qui minent le Proche-Orient, ainsi qu'une complicité le plus souvent active avec le sionisme pour étouffer la lutte révolutionnaire palestinienne comme tout mouvement de solidarité et toute révolte des masses exploitées des Etats arabes. Ce discours panarabe ne doit pas être confondu avec le "sentiment arabe" qui existe parmi les masses exploitées et à travers lequel ces dernières ont tendance à exprimer leurs poussées de lutte et de révolte. Il importe pour les communistes révolutionnaires de prendre appui sur ce "sentiment" là où il se manifeste pour le transformer en une orientation de combat antisioniste, anti-impérialiste, seule susceptible d'avancer victorieusement contre toute forme de domination bourgeoise et réactionnaire. Disons, simplement, pour en finir avec le mythe du panarabisme qu'il est particulièrement muet quand les masses palestiniennes et libanaises et autres sont frappées et qu'il se réveille curieusement quand celles-ci sont à terre!

Il importe enfin pour les communistes révolutionnaires internationaux de développer une évaluation con-

vergente du nationalisme palestinien comme orientation et mouvement politique et plus particulièrement de l'OLP. Pour nous le nationalisme palestinien a représenté dans les faits une avancée bien plus réelle et plus progressive que le discours fumeux du panarabisme. Cela tient bien entendu à la nature particulière du sionisme ainsi qu'à la situation d'éparpillement des masses palestiniennes qui constitue une menace non seulement pour Israël mais aussi pour l'ordre impérialiste et la stabilité des Etats arabes où ils se sont réfugiés dans le dénuement le plus total.

Il est intéressant de remarquer que si l'OLP a été créée en 1964 sous l'égide des pays arabes elle s'est engagée dans un processus de radicalisation après la défaite militaire de 1967 (obtenue en 6 jours alors qu'il a fallu des mois pour la déloger, sous l'intervention conjuguée du sionisme, des forces réactionnaires locales comme les phalangistes, des troupes syriennes et des troupes des gangsters impérialistes français, US et italiens) sur la base d'une analyse de l'impuissance des Etats arabes à transformer en actes réels leurs discours panarabes.

Depuis 1967 l'OLP s'est historiquement imposée comme la direction de fait de la lutte du peuple palestinien. Elle regroupe des courants liés à une orientation originellement différente. D'une part la tendance représentée par le Fatah qui privilégie la lutte nationale palestinienne par rapport au nationalisme panarabe et qui s'est trouvée

renforcée dans son orientation par la défaite de 1967. D'autre part le Mouvement National Arabe (MNA) dont l'origine remonte à 1953 (époque où les masses palestiniennes n'ont aucune capacité d'initiative autonome après la sanglante défaite de 1948) et qui cherche à mener une lutte radicale en intégrant l'énergie des masses palestiniennes dans les luttes contre les régimes particulièrement conservateurs et réactionnaires qui dirigent les Etats arabes (luttes de 1956-1957 en Jordanie, guerre civile au Liban en 1958) ainsi que contre leur soumission aux impérialismes occidentaux (lutte contre le pacte de Bagdad). Après la défaite de 1967 les courants issus du MNA comme le FPLP et le FDPLP vont plutôt mettre l'accent sur la lutte contre les Etats impérialistes qui arment le sionisme au nom de la solidarité panarabe. La différence dans l'orientation des forces réellement actives et porteuses d'une formidable énergie de lutte (même si celle-ci n'est pas stabilisée sur des bases politiques prolétariennes révolutionnaires) va constituer une source d'ambiguïté interne au sein de l'OLP qui sera incapable de sortir d'une orientation politique nationale bourgeoise révolutionnaire. Une telle orientation est inévitablement condamnée à être laminée au contact d'une réalité complexe et fortement explosive.

Certaines forces révolutionnaires comme le FPLP vont être amenées à chercher l'appui des régimes dits progressistes qui les abusent de discours (suite en page 10)

Un objectif central LA DESTRUCTION DE L'ETAT D'ISRAEL

(suite de la page 1)

ditions du Proche-Orient et dans l'orientation d'une politique active. Les risques de confusion découlent de 2 mauvaises analyses à proscrire. L'une consiste à déduire faussement du caractère particulier de l'Etat sioniste (fondé sur le privilège juif) une perspective de révolution par étapes (d'abord lutter contre l'oppression nationale des masses palestiniennes ensuite pour la révolution prolétarienne). L'autre erreur qui est le contre-pied symétrique de la première, consiste à sous-estimer voire à nier le caractère particulier du sionisme et à mettre l'Etat d'Israël sur le même plan que tous les Etats arabes bourgeois (quel que soient leurs masques réactionnaires ou "progressistes") de la région. Ces deux erreurs résultent d'une analyse également mécaniste et anti-dialectique. Pour nous au contraire s'il est vrai que l'Etat d'Israël et les Etats arabes reposent fondamentalement sur la même base contre-révolutionnaire, le sionisme occupe néanmoins, dans ce cadre général, une place centrale liée précisément à sa nature et à sa fonction spécifique. C'est pourquoi l'oppression nationale palestinienne est une réalité incontournable dont la résolution est directement reliée à une orientation prolétarienne antisioniste et anti-impérialiste qui loin d'ignorer cette réalité s'appuie sur elle. Cela signifie que la lutte contre le sionisme (donc contre l'oppression nationale des masses palestiniennes) ne prépare pas une lutte ultérieure générale contre l'oppression et l'exploitation capitaliste et impérialiste dans la région mais, au contraire, active une telle lutte en lui donnant sa véritable dimension. D'ailleurs, au-delà des nombreuses confusions des différentes orientations politiques qui l'ont animé, la vaillante lutte de résistance des masses palestiniennes, a, dans la pratique, démontré que le chemin d'El Quods (Jérusalem) passe nécessairement par les capitales arabes. C'est pourquoi les communistes révolutionnaires, ne peuvent exclure, bien au contraire, que la destruction de l'Etat d'Israël, en raison de la puissance militaire du sionisme et des formidables appuis que lui procurent tous les impérialismes, soit l'aboutissement d'une lutte révolutionnaire des masses palestiniennes et des masses de la région qui aura, au passage, déstabilisée voire renversé les Etats et les pouvoirs bourgeois en place.

Rappelons quelles sont les caractéristiques du sionisme et de l'Etat d'Israël qui appuient une telle perspective et justifient notre analyse.

Disons pour commencer que le sionisme et que l'Etat d'Israël se sont fondés et se sont développés sur la base d'une utilisation systématique de la terreur et de la violence contre les

masses arabes de Palestine et du Proche-Orient. Ainsi dès les années 1930, le sionisme agit au moyen d'une expropriation violente des paysans de Palestine; c'est par l'utilisation de la terreur et des massacres qu'il s'est imposé comme force politique revendiquant, auprès de ses maîtres, l'impérialisme britannique d'abord puis tous les impérialismes (y compris l'URSS) après la 2^e guerre, la création d'un Etat-colon. D'ailleurs la guerre de 1948 a été préparée et gagnée au moyen de nombreux massacres destinés à terroriser et à paralyser les masses palestiniennes: décimation de tous les dirigeants et de foules entières ayant participé aux émeutes ouvrières et paysannes de 1936-39, massacre de Deir Yassin, etc. Par la suite l'Etat sioniste s'est agrandi et consolidé au moyen de guerres successives en 1956, 1967 et 1973. Ce fut une politique d'annexion de la Cisjordanie et de Gaza d'abord, du Sinaï ensuite (restitué à l'Egypte en échange d'une paix, prévue par les accords de Camp David, garantissant les frontières sud d'Israël et déplaçant le centre de gravité de son effort expansionniste vers le Nord-Est). Puis ce fut le contrôle militaire du Sud-Liban (jusqu'au fleuve Litani) en 78, l'annexion du Golan en décembre 81, et enfin l'invasion militaire du Liban.

Cette violence expansionniste par le sionisme au moyen d'une quasi-institutionnalisation des massacres a été menée au nom de la défense du privilège juif. Un tel privilège se fonde sur une discrimination systématique frappant les masses arabes d'Israël, c'est-à-dire les territoires conquis en 1948, ainsi que les masses des territoires occupés de Gaza et de Cisjordanie. Cette discrimination systématique se caractérise par l'oppression nationale des masses palestiniennes et fait de l'Etat d'Israël un Etat colon qui ne peut être réformé sans l'élimination totale de toute discrimination coloniale et nationale. C'est pourquoi aussi longtemps qu'existera l'Etat d'Israël se développera un processus de colonisation par la terreur systématique comme on peut le constater chaque jour qui passe dans les territoires occupés de Gaza et de Cisjordanie. La conséquence de ces expropriations sanglantes est un courant d'émigration des masses palestiniennes qui influence à son tour l'ordre économique et social de toute la région. Ainsi 40 % des palestiniens (environ 1,5 million) vivent en Israël, à Gaza et en Cisjordanie. Le reste des palestiniens a dû s'exiler vers les autres Etats du Golfe où ils représentent une formidable bombe sociale menaçant les Etats et les privilèges en place ainsi que la "sécurité" de l'approvisionnement en pétrole des Etats impérialistes.

Il faut préciser que le processus d'expropriation sur lequel se fonde l'Etat colon d'Israël ne prépare pas seulement l'apparition de rapports économiques capitalistes dans ce pays, il est

un aspect du développement de tels rapports. Ainsi, avant même la signature des accords de Camp David, Israël concluait d'importants contrats concernant l'agriculture et le tourisme avec l'Egypte. Le retrait du Sinaï s'est accompagné d'une intensification des accords économiques et commerciaux des investissements concernant des projets agraires, touristiques et miniers ainsi que des achats pétroliers. Les profits commerciaux réalisés par Israël grâce aux exportations en Egypte sont de 2,7 millions de dollars pour 1980, 11,8 millions de dollars pour 1981 et de 21 millions de dollars pour 1983 (cf le Monde Diplomatique, nov. 1983)

De même à l'occasion de la guerre du Liban, Israël a pu déverser dans ce pays de juillet 82 à juin 83 pour 150 millions de dollars de marchandises ce qui représente un profit commercial de 30 millions de dollars. D'ailleurs l'objectif publiquement affirmé de l'Etat sioniste est, par l'intermédiaire d'une intensification de ses liens commerciaux avec le Liban, de pénétrer les marchés arabes. Cet effort de pénétrer les marchés arabes au moyen de relations triangulaires qui utilisent des sociétés US ou des pays méditerranéennes et du reste ancien. Ainsi, comme on le voit, l'Etat colon sioniste tend à devenir un pôle d'accumulation dans la région. Mais si l'Etat sioniste a pu se créer et se développer en tant qu'Etat colon et capitaliste, il ne faut pas oublier que cela a été possible grâce à une aide permanente des impérialismes sur tous les plans (militaire, économique, financier, politique et diplomatique). Livré à lui-même l'Etat sioniste ne serait pas viable et pourtant, grâce à sa force de frappe militaire, l'Etat d'Israël n'en constitue pas moins un pilier fondamental de l'ordre impérialiste et contre-révolutionnaire au Proche-Orient, pilier dont l'importance a été accrue à la suite de la chute du régime du Shah d'Iran. L'Etat d'Israël est en effet un Etat mercenaire chargé d'une double tâche: protéger les voies d'approvisionnement en pétrole de l'Occident, maintenir l'ordre contre-révolutionnaire dans la région en combat - tant toute brèche ouverte par un mouvement de révolte et de lutte. C'est la raison pour laquelle il a été créé grâce à l'action conjuguée de tous les impérialismes vainqueurs de la 2^e guerre mondiale. Mais à ce titre, parce qu'il a été créé au moyen d'une impulsion extérieure aux contradictions spécifiques et aux rapports de force internes du Proche-Orient, l'Etat sioniste représente une création artificielle, une greffe source de contradiction en définitive insoluble dans le cadre du statu-quo réactionnaire autrement que par l'accumulation de tensions grandissantes. Le sionisme constitue, en effet, à la fois un facteur d'ordre au service de la contre-révolution impérialiste et de perturbation des structures économiques, sociales, politiques et militaires dans la région.

C'est pourquoi à court terme l'Etat d'Israël est prisonnier d'une logique d'affrontements et de tensions avec les autres Etats arabes aussi longtemps que la bombe sociale représentée par les masses palestiniennes réfugiées et émigrées n'est pas désamorcée et contrôlée par les pouvoirs en place. Cette logique conduit donc le sionisme, pour stabiliser ses conditions immédiates de survie, à élaborer ou à favoriser des plans de "balkanisation" en jouant des rivalités intercommunautaires léguées par l'empire ottoman et entretenues aujourd'hui par la dépendance des pouvoirs de la région aux intérêts financiers, matériels et politico-militaires des différents impérialismes.

Mais à long terme l'Etat d'Israël est aussi condamné à rechercher un terrain d'entente avec les autres Etats de la région sur la base d'une action convergente et complémentaire de répression des mouvements de lutte; terrain d'entente qui semble ne pouvoir se cimenter qu'au prix de conflits et de tensions limités mais violents comme cela a été le cas avec l'Egypte après la guerre de 73.

De même l'invasion de Beyrouth en 82 et les affrontements volontairement limités des 2 côtés, entre les troupes israéliennes et l'armée syrienne prolongés par le "nettoyage" antipalestinien mené par Damas dans la plaine de la Bekaa et à Tripoli, indiquent bien qu'un éventuel conflit israélo-syrien aurait pour objectif, pour chaque partie, de fixer sa zone d'influence conformément au rapport de force réel tout en exprimant une convergence d'intérêt dans le musèlement des masses palestiniennes et libanaises.

On le voit, par sa place et son rôle dynamique contradictoire, l'Etat sioniste d'Israël conditionne tout l'alignement des forces dans la région du Proche-Orient. Lutter pour sa destruction totale (qui ne signifie évidemment pas l'élimination de la population juive comme l'affirme la propagande sioniste) dans la perspective de la révolution prolétarienne permet à la fois de lutter contre les causes de l'oppression nationale palestinienne, contre le statu-quo impérialiste contre-révolutionnaire tel qu'il s'est cristallisé dans une forme hautement complexe, ainsi que contre les privilèges des classes dominantes de tous les Etats bourgeois de la région. Une telle revendication favorise le développement d'une véritable orientation anti-impérialiste prolétarienne sur des bases indépendantes de classe pour la lutte des masses et constitue un moyen pour éviter toute récupération par les Etats arabes qui sont tous bourgeois et qui utilisent la carte du panarabisme au profit d'une politique exclusivement nationale toujours encline à rechercher un compromis avec l'impérialisme sur le dos des masses exploitées.

Lénine sur le chemin de la révolution

(extraits de « Programme communiste » n°12)

Il y a 60 ans s'éteignait Lénine, dont le long et exemplaire combat politique guida le prolétariat russe vers la révolution, vers l'instauration de sa dictature, confirmant ainsi dans les faits historiques, la valeur des prévisions du socialisme scientifique. A l'occasion de cette commémoration, les philosophes, analystes et publicistes bourgeois, y compris ceux du PCF qui osent encore revendiquer l'héritage ne manquent pas de déverser tout leur fiel de mensonges, de mauvaise foi, de falsifications et de préjugés sur ce révolutionnaire qui avait comme ennemi juré la bassesse, l'opportunisme et le culte de la personnalité.

Nous ne pouvons pas mieux combattre toute la racaille qui s'honorifie encore de son nom pour mieux salir ses enseignements qu'en rappelant et défendant inlassablement les principes qui ont toujours guidé son action, les principes du marxisme.

Pour cette commémoration, nous republions partiellement le texte d'une réunion en l'honneur de Lénine, tenue peu après sa mort à la Maison du Peuple de Rome sur l'initiative de la Gauche Communiste d'Italie.

Le restaurateur de la théorie marxiste



Nous ne voulons pas refaire ici l'histoire des falsifications que la doctrine admirablement définie par Marx et Engels, et dont le Manifeste Communiste reste la synthèse classique, a subies dans les années qui précédèrent la Grande Guerre. Nous ne pouvons pas davantage retracer la lutte de la gauche marxiste contre ces falsifications et ces altérations. A cette lutte, Lénine a donné une contribution de tout premier ordre.

Nous considérons tout d'abord son oeuvre comme restaurateur de la doctrine philosophique du marxisme ou, pour mieux dire, de la conception générale de la nature et de la société appartenant au système de connaissances théoriques du prolétariat révolutionnaire: celui-ci n'a pas seulement besoin, en effet, d'une opinion sur les problèmes de l'économie et de la politique: il lui faut prendre position sur un ensemble de questions plus vaste (...).

Dans son oeuvre théorique, qu'il nous soit permis de l'observer, Lénine se présente donc comme le défenseur de l'indivisibilité de la doctrine marxiste. S'il repousse toute tentative d'en séparer les parties constituantes, il ne le fait certes pas par dogmatisme fanatique - personne ne mérite moins que lui cette accusation - puisqu'il s'appuie sur l'énorme quantité de faits et d'expériences que lui fournissait sa culture exceptionnelle de chercheur et de militant et que son génie éclairait de façon incomparable. Nous ne devons pas agir autrement que lui à l'égard de ceux qui isolent arbitrairement une partie du marxisme pour en disposer à leur gré, que ce soient (comme il y a quelques décades non seulement en Russie, mais peut-être aussi en Italie, autre pays de capitalisme arriéré) des économistes bourgeois qui trouvent commode la méthode du matérialisme historique; que ce soient des intellectuels attachés aux écoles philosophiques du néo-idéalisme et prétendant concilier cette philosophie avec les thèses sociales et politiques du communisme; que ce soient enfin des camarades qui n'affirment leur accord avec la partie "historico-politique" du marxisme que pour mieux en déclarer caduque la partie économique, c'est-à-dire les doctrines qui sont à la base de l'interprétation marxiste du capitalisme. A diverses reprises, Lénine a étudié et critiqué des attitudes analogues et, appliqué brillamment le marxisme, il a montré que leur véritable origine se trouvait en dehors du processus d'émanation par un prolétariat, dans des intérêts qui lui sont opposés. De façon non moins brillante, il a prévu à temps le développement fatal de l'opportunisme vers une reddition plus ou moins directe à la bourgeoisie, à quelques exceptions mineures près. A sa suite, nous des-

vons répondre à tous ceux qui condescendent à accepter nos opinions sous bénéfice d'inventaire, c'est-à-dire en établissant des distinctions bizarres et arbitraires qu'ils nous feraient grand plaisir de rejeter tout en bloc. En effet, la plus grande force du marxisme est précisément de constituer une vue d'ensemble, qui est le reflet de tous les problèmes du monde naturel et humain, en même temps que des faits politiques et économiques, dans la conscience d'une classe révolutionnaire.

C'est dans la partie politique du marxisme, c'est-à-dire dans la théorie de l'Etat, du Parti et du processus révolutionnaire, que l'oeuvre de restauration de Lénine est la plus grandiose, ou du moins la plus connue. Encore vaudrait-il mieux parler de parties programmatiques, car elle inclut tout le processus économique qui commence avec la victoire révolutionnaire du prolétariat. Dans ce domaine, la réfutation léninienne des équivoques, des mensonges, des mesquineries et des préjugés, qu'ils viennent des opportunistes, des révisionnistes, des petits-bourgeois ou des anarcho-sindicalistes est encore plus passionnante et suggestive. Après Lénine, en politique, les polémiques se brisent dans les mains de tous nos contradicteurs proches ou lointains. Ceux qui les ramassent démontrent uniquement leur ignorance, c'est-à-dire leur absence de la lutte vivante du prolétariat aspirant à sa libération. Les thèses de Lénine sont autant de fragments de réalité fixés dans les termes d'une doctrine incomparablement vraie et vivante. Ce sont ses thèses des premiers Congrès de la nouvelle Internationale; les discours, les programmes et les proclamations du parti bolchévique sur la voie de la grande victoire; c'est l'exposé patient et général de l'Etat et la Révolution où Lénine rétablit la véritable signification des écrits classiques, la véritable pensée des maîtres du socialisme scientifique, démontrant que du Manifeste aux écrits concernant les révolutions de 1848, de 1852 et de la Commune de Paris Marx et Engels n'ont jamais eu d'autres thèses que celles qu'il défend. Et cette oeuvre des maîtres qui accompagne l'avance historique du prolétariat mondial, Lénine la reprend en la rattachant aux luttes révolutionnaires de Russie, de la défaite de 1905 à l'écrasante revanche d'Octobre, douze ans plus tard.

Le problème de la signification de l'Etat, rappelle-t-il, doit être résolu dans le cadre de la doctrine historique de la lutte de classe: l'Etat est l'organe de la force de la classe dominante née révolutionnaire mais devenue conservatrice. Pas plus qu'aucun autre phénomène, il ne faut considérer l'Etat comme une entité immanente et métaphysique justiciable de la définition et du jugement philosophique du réactionnaire ou de l'anarchiste. Aujourd'hui, nous avons l'Etat bourgeois qui représente la puissance du capitalisme, comme plus tard nous aurons l'Etat ouvrier, et enfin la disparition de tout Etat politique. Comme notre analyse scientifique nous permet de le montrer, toutes ces phases se succèdent dialectiquement dans le processus historique, chacune d'elle naissant de la précédente dont elle constitue la négation. Qu'est-ce qui sépare ces différentes phases? Entre l'Etat de la bourgeoisie et celui du prolétariat se place nécessairement un point culminant de la lutte révolutionnaire vers laquelle la classe ouvrière est guidée par le parti communiste qui remporte la victoire en renversant par les armes le pouvoir bourgeois et en constituant le nouveau pouvoir révolutionnaire; la première tâche de celui-ci est de détruire le vieil appareil d'Etat jusqu'au dernier reste et d'organiser par les moyens les plus énergiques la répression de toute tentative de restauration (...).

Le prétendu opportunisme tactique de Lénine

Nous en arrivons maintenant à la tactique préconisée par Lénine pour l'Internationale Communiste et en particulier à ses vigoureuses critiques des critères de "gauche".

La méthode dont Lénine se sert pour examiner les problèmes tactiques et pour faire la théorie du compromis est pleinement satisfaisante. Mais disons tout de suite que l'élaboration de la tactique de l'Internationale à l'aide de cette méthode est une grande tâche qui, à notre avis, est rien moins que réalisée. Lénine a épuisé les questions de doctrine et de programme, mais non celle de la tactique. Le danger que sa méthode soit dénaturée au point de faire oublier des prémisses programmatiques et révolutionnaires chez lui bien claires n'est donc pas écarté: c'est notre programme même qui risque d'être éventuellement menacé. Il arrive trop souvent, en effet, que des éléments de droite de l'Internationale invoquent Lénine pour justifier des formes d'adaptation et de renoncement qui n'ont rien de commun avec la ferme orientation et les buts révolutionnaires qui donnent son unité à l'oeuvre de celui-ci. Le problème est extrêmement grave et délicat.

Quelle fut la critique essentielle de Lénine aux erreurs de "gauche"? Ce fut de se rendre prisonnière de naïves formules morales, mystiques ou esthétiques et de leur attribuer une influence que notre méthode ne leur reconnaît pas: c'est, en d'autres termes, de substituer des abstractions au réalisme de notre dialectique historique qui juge les attitudes et les expédients tactiques sur leur valeur effective. Lénine avait parfaitement raison de condamner le remplacement des véritables arguments marxistes par la phrase pseudo-révolutionnaire, et c'était parfaitement conforme à sa propre oeuvre, à laquelle on doit la restauration des véritables valeurs révolutionnaires. Il est ridicule de fonder son argumentation tactique sur la phobie de certains mots, de certains gestes ou de certains contacts et sur une prétendue pureté et immunité des communistes dans l'action. C'est en cela que consiste le sot infantilisme combattu par Lénine et qui est le produit de préjugés théoriques bourgeois de nature idéaliste. La substitution d'une petite doctrine morale à la tactique marxiste est une pure sottise.

Cela ne signifie pas que certaines conclusions tactiques avancées par la gauche et défendues par certains à l'aide d'arguments naïfs ne puissent pas se représenter comme l'aboutissant d'une analyse vraiment marxiste, c'est-à-dire débarrassée de toute considération morale ou esthétique et prête à accepter après examen les exigences de la tactique révolutionnaire même quand elles manquent au premier abord d'élégance et de noblesse. Pour faire un exemple, dans les thèses du Second Congrès de notre parti (1) où nous avons tenté de définir les critères marxistes de la tactique, nous avons critiqué la constitution au-dessus des partis politiques d'un organe permanent de front unique. Nous avons rejeté cette méthode tactique, nous n'avons jamais avancé l'argument moral selon lequel il serait indigne pour des communistes de traiter avec les chefs opportunistes ou même seulement de les approcher. D'ailleurs, on devrait bannir le terme même d'"opportuniste" à cause de son caractère moralisant.

Les derniers résultats de la tactique de l'Internationale que Lénine n'anime plus depuis deux ans nous donnent le droit d'affirmer qu'il faut encore discuter le problème pour arriver à une solution. Nous refusons d'admettre que la formule selon laquelle tout expédient tactique serait utile à nos fins soit une expression fidèle du réalisme marxiste de Lénine. La tactique influe sur celui qui l'applique, et il n'est pas vrai qu'un véritable communiste, mandaté par la véritable Internationale et par un véritable parti communiste peut faire n'importe quoi sans risque de se tromper. Prenons l'exemple récent du gouvernement ouvrier de Saxe: justement scandalisé le camarade Zinoviev (2) a dû reconnaître que le camarade occupant le poste de chancelier d'Etat s'était rendu prisonnier de la légalité, au lieu de suivre la tactique révolutionnaire qui avait été décidée et de procéder à l'armement du

prolétariat. "Au lieu de propositions pour une action communiste, a-t-il dit, il n'y a eu que pur respect germanique pour la chancellerie d'Etat." La phrase est forte, digne de Marx et peut-être de lui en personne, mais Zinoviev aurait dû se demander si la cause de l'insuccès résidait dans le caractère de ce camarade allemand ou pas plutôt dans la tactique choisie, qui se heurtait à des difficultés insurmontables.

On ne peut pas "élargir" à l'infini la gamme des solutions tactiques possibles sans entrer en contradiction avec notre théorie et notre programme qui sont eux-mêmes l'aboutissant d'un examen "réaliste" contrôlé par une "expérience" large et continue. Nous considérons comme illusoire et contraire à nos principes une tactique qui s'imagine ne pouvoir faire pénétrer on ne sait quel cheval de Troie dans l'appareil d'Etat bourgeois: celui-ci doit être renversé et démolir, comme Lénine l'a vigoureusement démontré. C'est une grave erreur de faire croire au prolétariat qu'il existe de tels expédients pour aplanir la dure voie de la révolution et pour lui "épargner" les efforts et les sacrifices. Cette illusion a provoqué dans le parti allemand une désillusion dont les conséquences sont graves, même s'il est discutabile qu'elle ait empêché l'attaque générale et directe du prolétariat à un moment où elle avait des chances de victoire. Maintenant, les communistes allemands lancent le mot d'ordre d'insurrection et de dictature du prolétariat. Les situations et les rapports de force sont très variables, et dans bien des cas on ne peut lancer ce mot d'ordre comme directive immédiate: mais, et c'est ce qu'il aurait fallu dire avant, c'est l'unique voie de la révolution, et il faudra nécessairement en passer par là: il n'y a pas de demi-révolutions.

Beaucoup voudraient faire croire que la mentalité de Lénine se caractérise par une improvisation tactique au jour le jour excluant toute généralisation du problème. Tel serait le réalisme "vraiment marxiste". On voit apparaître là un "vrai marxisme" qui demain pourrait bien ressembler au "vrai socialisme" fustigé par Karl Marx. Tout ce que nous savons de Lénine et de son oeuvre, qui constitue une synthèse colossale, nous autorise à repousser cette falsification qui le ravale au niveau de l'opportunisme vulgaire contre lequel il a précisément passé sa vie à se battre. La tactique marxiste doit être exempte de préjugés provenant d'idéologies arbitraires et d'une psychologie moralisante, et elle doit se réclamer de la réalité et de l'expérience. Mais cela ne signifie nullement qu'elle doit s'abaisser à cet électorat bavard et paresseux que le bolchévisme russe a fustigé en son temps et qui dissimule la lâcheté petite-bourgeoise des faux révolutionnaires. Notre réalisme et notre expérimentalisme repoussent toute abstraction gratuite, mais ils tendent à fonder la pratique quotidienne sur des bases strictement scientifiques, à en exclure tout caprice, et, à mesure que le mouvement élabore davantage sa conscience, à lui donner le maximum d'unité et de cohérence.

Chez Lénine, la tactique est aussi libre de préjugés que possible, car il était moins que personne homme à se laisser guider par le formalisme ou par des suggestions sentimentales, des improvisations ou des entêtements: mais jamais elle n'abandonne la plate-forme révolutionnaire, jamais elle ne cessa d'être en harmonie avec le but suprême. C'est sur la coordination entre la tactique et le but de la révolution universelle que doivent porter les discussions au sein de l'Internationale, car si Lénine nous a laissé une méthode et même quelques formules, il n'a pas pu élaborer complètement le problème de la tactique pour cette bonne raison que jusqu'à aujourd'hui c'était historiquement impossible. Dans la poursuite de son oeuvre, l'Internationale doit prendre bien garde que la théorie de la "liberté tactique maxima" ne serve pas à dissimuler une désertion et un abandon de la plate-forme de Lénine, autrement dit l'oubli des buts révolutionnaires. Perdre de vue ce danger, renoncer à fonder le choix de la tactique sur un ensemble de directives cohérentes, ce serait tomber dans un pur volontarisme, car cela reviendrait à la fonder sur la seule ga-

s'était formée par la tête, ou encore qu'elle n'avait aucune activité tournée vers ce qui se passait dans le mouvement social. Cela signifie que notre activité et notre orientation politique dans les années 1950-1960 s'appuyaient sur une base programmatique juste mais qui, pour les raisons évoquées, restait inévitablement générale. Aussi n'avons nous pas pu et su nous adapter avec suffisamment de célérité et d'efficacité à l'évolution du processus de reconstitution des luttes de masse. Ainsi, une de nos erreurs fut de concevoir (sans que pour autant cela fut explicitement exprimé) la reprise de la lutte d'une manière presque "mythique" comme si elle allait immédiatement et automatiquement repartir du niveau le plus élevé auquel était parvenu la vague révolutionnaire des années 1920 en Europe. Alors qu'au contraire cette reprise, comme nous l'avons déjà précisé, ne peut se déployer qu'à travers de nombreuses hésitations et confusions charriées par des luttes par lesquelles les masses ont besoin de se doter d'expériences pratiques.

C'est pourquoi dans les années 1965-68 et notamment en France, face au développement du mouvement social (en général toujours encadré par la bourgeoisie et l'opportunisme non seulement au départ mais aussi malheureusement à l'arrivée) nous étions amenés à y participer en prenant appui davantage sur les "idées" et la conscience confuse qu'il charriait, en même temps qu'il cherchait à avancer dans les luttes contre l'Etat et les privilèges bourgeois, plutôt que sur les poussées dynamiques réelles qui l'animaient. Cela conduisait au risque de privilégier la tâche de propagande par rapport aux autres tâches d'intervention que sont l'action et l'organisation. Mais c'est là un risque permanent contre lequel n'existe aucune garantie et qu'il faut surmonter en permanence. C'est la raison pour laquelle certains militants en France n'ont pas compris le sens réel de l'intervention différenciée que nous avons essayé de développer avec nos faibles forces dans le cadre de la Marche pour l'immigration. Mais ce risque ne saurait en aucune façon renvoyer, autrement que par des acrobaties idéalistes, à un quelconque vice d'origine. Rappelons à ce sujet ce qu'Amadéo Bordiga, émissaire de l'Internationale Communiste, affirmait dans son discours en 1921 au Congrès de Marseille du PCF (un parti qui n'avait surtout de communiste que son nom): "Nous devons réunir dans tout notre travail ces trois facteurs de l'action communiste : la propagande, l'action, l'organisation. Ils sont inséparables. Dans chaque épisode de la lutte sociale où un petit groupe d'ouvriers exploités se dresse pour poser la question de ses conditions d'existence, notre propagande doit intervenir et dire quelque chose. Elle doit expliquer que le communisme est le développement de la lutte naturelle de classe... mais ne doit pas se borner à cela: il ne suffit pas aux communistes d'illuminer les cervelles; ils doivent aussi organiser systématiquement ces groupes d'ouvriers qui ne sont pas en condition de devenir des militants du parti, mais qui peuvent toutefois renforcer les troupes révolutionnaires dans les moments décisifs". (Bulletin Communiste 1922, page 252).

Cette tendance erronée et propagandiste à concevoir l'activité s'est

aussi accompagnée d'un travers indifférentiste par lequel le PCI a pu cacher ses difficultés à trancher dans les vifs les questions politiques immédiates en procédant à des amalgames automatiques et hâtifs entre les positions opportunistes et contre-révolutionnaires des adversaires du prolétariat d'une part et des noyaux combattifs, d'autre part, qui se plaçaient sur des positions de lutte réelle tout en agitant des drapeaux fantaisistes et des idées illusives alors même qu'ils cherchaient à s'arracher aux influences bourgeoises et opportunistes. Cette tendance à l'indifférentisme politique était en réalité l'expression d'un certain désarroi produit par la terrible pression de la société bourgeoise et impérialiste sur une petite organisation isolée et minuscule plongée dans les tourbillons des contradictions de l'ordre capitaliste. Plus grave encore, en France, cette tendance à l'indifférentisme politique s'est prolongée à la fin des années 1960 et du début des années 70 (jusqu'en 72) par un indifférentisme par rapport aux luttes de libérations nationales, alors même qu'en 1952 le PCI s'était constitué contre l'indifférentisme par rapport à ces luttes. Comme quoi il n'existe jamais de garantie absolue contre une erreur qui, chassée par la porte, essaie de s'insinuer par la fenêtre. Mais précisément à partir des années 1972-73 notre organisation a développé un effort pour surmonter ces limites et ces erreurs et dépasser ces pesanteurs.

Une autre de nos insuffisances s'est traduite par une incapacité à préciser et planifier notre propre développement en tant qu'organisation de parti. Il était juste de se constituer en parti en 1952, encore fallait-il, à la lumière de l'analyse concrète de la situation concrète, déterminer et maîtriser les différentes phases à travers lesquelles notre parti devait, dans le mouvement même de son activité, se renforcer tant qualitativement que quantitativement, sur la base de son réseau international. Notre erreur n'a pas tellement résidé dans une conception imparfaite que dans l'absence d'une conception et d'un plan de croissance (faiblesse qui a pu apparaître comme de l'arrogance). C'est pourquoi s'est développée l'idée qu'il suffisait que le parti se renforce, s'expérimente dans l'intervention, en attendant de s'agrandir à l'occasion d'une reprise généralisée des mouvements de lutte. Cette vision erronée, qui n'a jamais été ouvertement systématisée, répétons-le, représente en définitive le contrepoint symétrique de la conception défendue par cet ancien militant du PCI selon laquelle le parti naîtra de la fusion entre la théorie et le mouvement social. Ces 2 positions qui prennent leur source dans une vision purement propagandiste attendent la croissance quantitative ou la naissance du parti de sa seule reconnaissance par le mouvement, sans chercher à en devenir un protagoniste actif. Alors que nous avons déjà affirmé, dans ces colonnes, que pour nous, le développement du parti passe par sa capacité à instruire le mouvement par une activité réelle et planifiée selon une tactique solide tout en s'instruisant des "leçons pratiques des choses", pour reprendre l'expression de Lénine, que forge le mouvement.

Nous reviendrons, dans le pro-

chain numéro du Prolétaire sur la conception que nous avons de notre propre développement présent et futur. Ajoutons pour compléter la caractérisation de nos erreurs et de nos insuffisances qu'elles se sont traduites, sur le plan de notre fonctionnement interne, par une tendance au fédéralisme de fait et à un écartisme centrisme.

Fédéralisme alimenté par une difficulté à trancher les questions politiques et tactiques soulevées par l'actualité de la lutte des classes, et par une incapacité à centraliser l'activité des sections au moyen d'une ligne tactique et d'un plan pratique d'action susceptibles de mobiliser les énergies du parti autour d'objectifs uniques au-delà des situations particulières. Certes des efforts réels avaient été faits : l'antimilitarisme et la lutte des soldats en 74, les campagnes de dénonciation de l'intervention impérialiste française au Zaïre en 1976 et au Sud-Liban (sous couvert de la FINUL) en 1978, ou la campagne de solidarité avec les prisonniers politiques en Algérie en liaison avec le comité RIPRA.

Mais sur cette lancée, des limites étaient apparues pour développer une tactique active et centralisée tant en ce qui concerne la lutte contre la convention européenne antiterroriste adoptée par les Etats européens en 1977, où les interventions du parti sont restées malheureusement morcelées, que pour la lutte des foyers Sonacotra où l'engagement général des sections n'a pu être orienté selon un plan général et cohérent.

Le fédéralisme de fait a été

Poursuivre notre chemin sur la voie du parti compact et puissant de demain

Si nous avons, plutôt longuement, parlé de nos erreurs et de nos insuffisances, c'est bien essentiellement parce que nous revendiquons notre trajectoire politique passée. Car ces erreurs et ces insuffisances ont accompagné un effort permanent pour intervenir, dans un contexte général particulièrement difficile, de manière active dans les différents épisodes de la lutte de classes, et cela non seulement par une démarche internationaliste mais aussi à travers un effort pour consolider un réseau politique international de parti. Cela légitime notre ferme détermination à poursuivre le travail entrepris en dehors de toute autosatisfaction béate qui conduirait à de simples replâtrages inefficaces, comme de tout renierement autoliquidateur. Car en définitive l'internationalisme ne saurait être une simple proclamation propagandiste qui se concrétiserait "à son heure" mais doit au contraire s'affirmer dans les faits par une activité permanente à caractère de parti pour le développement du parti révolutionnaire international.

Au-delà de ses erreurs et de ses limites, l'effort mené par notre parti était juste et reste plus que jamais à l'ordre du jour du moment que nous avons tiré un bilan complet et dynamique de notre trajectoire passée. Il s'agit pour nous d'utiliser de la manière la plus adéquate notre patrimoine théorique programmatique, politique et organisationnel en le débarrassant de toutes ses scories.

ensuite accompagné d'un écartisme par lequel chaque section avait tendance, sur le plan national et international, à combler le vide créé par l'absence d'un plan d'action central, en développant des analyses particulières donc partielles et incomplètes. Une telle situation nuit non pas au départ à l'homogénéité théorique et programmatique mais à l'indispensable homogénéité politique, tactique et organisationnelle, et rend n'importe quelle organisation réelle d'autant plus vulnérable.

A ces travers, s'en est ajouté un autre qui est la conséquence logique du fédéralisme et de l'écartisme politique, le centrisme. Centrisme non pas dans le sens de kautskysme ou de social-démocratie comme l'ont bouffonné affirmé les liquidateurs qui ont cherché à compenser leur manque de clarté par des amalgames fleurus, mais centrisme dans le sens d'une incapacité à trancher politiquement les analyses divergentes qui se sont développées sur des questions d'actualité notamment sur la question palestinienne ou la question des libertés démocratiques en Algérie.

Par ce centrisme la direction sortante (mais il ne s'agit pas de la rendre responsable d'une faiblesse collective) cherchait à temporiser et à concilier les points de vue, au lieu d'imposer une analyse unique destinée à être vérifiée par sa confrontation avec la réalité, et à cacher une difficulté à maîtriser l'indispensable vie politique interne par des palliatifs purement organisationnels.

Car "l'attitude d'un parti politique en face de ses erreurs est un des critères les plus importants et les plus sûrs pour juger si ce parti est sérieux et s'il remplit réellement ses obligations envers sa classe et envers les masses laborieuses." (Lénine, La Maladie Infantile. Tome 31, page 52).

Notre principale tâche est donc de stabiliser sur des bases politiques fermes une organisation de parti au plan national et international, ayant pour ambition de traduire ses orientations et sa tactique en termes d'activité et d'organisation par une intervention systématique (dans la mesure de ses forces) dans tous les épisodes de la lutte des classes. Une organisation qui apprenne à combiner l'analyse politique avec l'élaboration non seulement en paroles mais dans les faits d'une tactique claire et solide, c'est-à-dire d'un programme d'action. "Le parti communiste ne perd jamais de vue son programme final, mais sur la base de la réalité des situations il constitue non pas ce que les rétrogradistes appellent un programme minimum, mais un plan pratique d'actions concrètes pour l'avenir "visible" ". (Bordiga lors de son procès en 1923).

1) Voir les Prolétaires n°369-370: les tribulations palestiniennes de l'El-Oumami, les Prolétaires n°370-371: sur la revendication des libertés démocratiques en Algérie.

La tâche des communistes: agir en tant que parti

L'organisation de parti n'est jamais un acquis garanti par la possession de la théorie (même si l'assimilation de la théorie révolutionnaire est une condition indispensable mais non suffisante, à elle seule, de son existence) ou le résultat spontané de la fusion de la théorie avec le mouvement social. Au contraire elle suppose l'accomplissement, sur la base de la théorie révolutionnaire et de l'analyse concrète des situations concrètes, d'une activité communiste à caractère de parti fondée sur des tâches permanentes et reliées les unes aux autres de propagande, d'action et d'organisation; tâches dont l'ampleur ne dépend pas d'un choix subjectif mais de l'évolution des rapports de force dans la lutte des classes et des résultats de l'activité de l'avant-garde communiste qui cherche continuellement à instruire le mouvement des luttes tout en s'en instruisant. C'est à la condition d'appliquer cette règle impérative que l'organisation communiste de parti pourra évoluer qualitativement et quantitativement à travers les différentes phases de sa croissance (quelles que

soient les inerties et les frictions à affronter) sur la voie du parti compact et influent capable de diriger la lutte des masses pour la révolution prolétarienne internationale. Dans cette perspective il nous semble utile de rappeler 2 citations de Lénine et de la Gauche Communiste à l'époque où elle dirigeait le PC d'Italie.

" Il est nécessaire de promouvoir la formation d'une organisation révolutionnaire, capable d'unir toutes les forces et de diriger le mouvement non seulement en paroles mais dans les faits d'être toujours prête à soutenir chaque protestation et chaque explosion... Les masses n'apprendront jamais à conduire la lutte politique tant que nous n'éduquerons pas des dirigeants pour cette lutte... Mais de tels dirigeants ne pourront s'éduquer que si nous nous habitons à analyser systématiquement, tous les aspects de notre vie politique, toutes les tentatives de protestation et de lutte conduites par les diverses classes pour différentes raisons". (Que faire?).

Dans la même lignée la Gauche Communiste d'Italie rappelait dans "les

rapports de force politiques en Italie" (Rassegna Comunista n° 29) comment il fallait concevoir les tâches de propagande après avoir insisté sur le fait qu'elles n'avaient de sens que directement reliées aux tâches d'action et d'organisation: "Dans les "mots d'ordre" de notre propagande et dans l'élaboration de nos arguments qui doivent servir pour influencer et conquérir des adversaires et des indifférents, les thèses fournies par notre critique ne s'appliquent pas de façon immédiate, directe, scolastique (...). Il faut appliquer au contraire une procédure dialectique qui doit mener progressivement et de la façon la plus utile possible à l'acquisition de la part d'une masse de plus en plus grande de travailleurs d'une conscience précise conforme à une orientation marxiste, et ce alors que nous tendons déjà à utiliser l'action dans un sens utile sur le plan révolutionnaire. Sans jamais renoncer à établir clairement nos fondements critiques nous devons mettre au point de façon perspicace les arguments qui ont prise sur la masse en un premier temps (en nous appuyant) parfois comme

point de départ polémique non pas sur notre doctrine mais sur celle de l'adversaire, parce que cela nous sert à pousser la masse à exiger de lui qu'il traduise dans les faits ses déclarations théoriques, qu'il réalise les bienfaits qui devraient découler selon lui de l'application de ses propositions d'organisation sociale et politique (et de faciliter ainsi par là) la contradiction entre sa doctrine et son activité pratique, entre ses promesses et ses réalisations, la défaite de l'adversaire, la désaffection à son égard de ceux qui avaient cru à ses déclarations, et de faciliter ensuite, grâce à notre travail, l'adhésion de ces éléments à notre doctrine politique".

IMPRIMERIE:

ICAL
3, rue de la Division Leclerc
67000 Strasbourg

Distribué par les NMPP.
N° d'inscription à la commission
paritaire de presse: 52926.

Répression tout azimuth

Le gouvernement a décidé de tourner une page en matière de répression. Elle est bien finie l'époque où il cherchait à donner le change en se présentant en "défenseur des libertés". Tout de suite après les élections de 1981 il avait essayé de faire tomber la tension en accordant des mesures d'amnistie aux prisonniers politiques, en réaffirmant le droit d'asile. Bien entendu des luttes avaient été nécessaires pour arracher l'application réelle des mesures d'amnistie; mais dans la période de "l'état de grâce", priorité était donnée à l'établissement de paix sociale et du maintien de l'ordre par la voie du consensus démocratique.

3 ans après, la situation est différente, le consensus s'effrite et les masques tombent. La bourgeoisie sait qu'elle va vers des périodes troubles où le recours à la trique passera nécessairement au premier plan.

Les réfugiés politiques sont aujourd'hui les premiers visés. La récente réforme (11 mars) de la carte de séjour supprime la carte de 10 ans pour les réfugiés politiques. Chacun sait que l'obtention du statut de réfugié est de plus en plus difficile et même impossible dans certaines villes. 2 réfugiés marocains d'Angers, parce qu'ils avaient déposé leur demande "trop tard" ont failli être expulsés vers le... Maroc ! Ils n'ont pu obtenir un sursis qu'après avoir avalé du verre pilé, ce qui a nécessité leur hospitalisation. Ils ont été finalement expulsés vers la Lybie.

Youssef YOUSSEF, militant politique palestinien est expulsé contre son gré vers la Jordanie où depuis on lui a pris tous ses papiers et où il est soumis à des contrôles policiers répétés, alors qu'il avait demandé le statut de réfugié politique.

Les "Irlandais de Vincennes", membres de l'INLA irlandaise, qui avaient été les victimes d'une machination policière montée par les services de la lutte anti-terroriste (GIGN) se sont vus eux-aussi refuser le statut. On pourrait citer d'autres exemples, comme ceux des militants du groupe turc "Libération" arrêtés alors qu'ils venaient déposer leurs demandes.

La collaboration avec la police ou les services secrets de pays étrangers se renforce comme on le voit dans la traque des réfugiés et des militants italiens. La presse avait révélé la collaboration de l'OLP ou de certains sec-

teurs de l'OLP avec la police française pour la chasse de militants palestiniens oppositionnels ou dissidents. Les liens intimes avec les services secrets israéliens sont de notoriété publique et se sont encore manifestés lors du procès Oriach.

Mais le plus flagrant est "la coordination", dont on se flatte publiquement à Madrid entre la France et l'Espagne pour l'élimination des réfugiés basques. Le GAL, pure émanation de la police espagnole, tue en pleine liberté en utilisant selon le "Canard Enchaîné" du 28/03/84 des listes établies par les RG français. CASAS VILA le candidat socialiste aux dernières élections au Pays Basque exécuté par des militants basques le 23 février, était le spécialiste du PSOE pour la "Guerra Sucia" (la "sale guerre") contre les indépendantistes. Il revenait d'un voyage au Pays Basque français pour superviser cette collaboration. Depuis l'automne le GAL est responsable de 6 assassinats et de 2 disparitions, qui n'ont jamais entraîné aucune protestation de la part des autorités françaises pourtant habituellement si promptes à flétrir le "lâche terrorisme" lorsqu'il s'agit d'exécution de tortionnaires du style du "boucher de Téhéran" OVEISSI.

Les seules réactions ont consisté à s'en prendre aux victimes: les réfugiés basques sont maintenant interdits de séjour au Pays Basque français !

Pour compléter ce tableau il faut encore parler de l'interdiction et de la répression des manifestations de soutien aux luttes des exploités du Maroc et de la Tunisie, de l'interdiction des conférences d'opposants aux régimes africains. Comme dans le cas de la répression de militants indépendantistes (militants de l'ARC, attaques contre Radio-Voka), il s'agit là directement de la défense des intérêts impérialistes.

La répression ne frappe évidemment pas que les réfugiés; nous avons à plusieurs reprises parlé de F. Oriach condamné à 5 ans de prison alors même que l'accusation n'a pu apporter aucun commencement de preuve à charge, de Marina da Silva condamnée à 16 mois de prison pour une action de solidarité avec Oriach ou de Joëlle Aubron condamnée à 4 ans de prison.

C'est maintenant au tour de Régis Schleicher et de ses camarades d'Action Directe d'être arrêtés par la police.

Comment lutter contre la répression

A plusieurs reprises, et en particulier lors des procès de F. Oriach, on a vu apparaître la perspective d'une soi-disant nouvelle forme de solidarité avec évidemment la critique de la conception défendue par notre Parti qui ne serait au fond qu'une variété particulière du refus hypocrite de se salir les mains.

Selon cette "nouvelle" conception, la seule façon réelle et efficace de manifester sa solidarité est de reprendre le combat du militant emprisonné. Ainsi les seuls véritables soutiens de F. Oriach seraient ceux qui mettent au centre de leur activité la lutte anti-sioniste. Les autres seraient au mieux des bavards, au pire des agents de l'adversaire.

Cette conception, qui est le fruit des tendances à la sectarisation si répandues parmi les courants d'avant-garde surtout en période de reflux politique, est tout, sauf nouvelle. Elle est au contraire caractéristique de la plupart des groupes d'extrême-gauche dans tous les pays pour qui avoir des "martyrs" est, en même temps qu'un brevet révolutionnaire, un puissant argument de propagande en faveur de leurs positions particulières. Nous ne voulons pas nier que dans le cas dont nous parlons il y ait aussi le désir légitime de faire avancer une bataille politique et d'écarteler les éventuels professionnels de la solidarité démocratique. Mais comment ne pas voir que si cette conception l'emportait, le résultat en serait catastrophique ? Les militants d'un courant politique ne pourraient plus être soutenus que par leurs seuls camarades ou sympathisants : les anti-sionistes par les anti-sionistes, les anars par les anars, etc.

La conception que nous dénonçons et que nous n'avons pas inventée est à l'opposé de tout sectarisme de ce genre. Elle fonde la défense des militants sur une base large mais classiste, qui n'impose pas une plate-forme politique de parti mais qui évite de glisser vers des positions démocratiques qui ne cherchent qu'à voiler le sens de l'action répressive de l'Etat. Ce qui nous

intéresse, ce n'est pas un individu quelconque victime plus ou moins innocente de la férocité de l'Etat ou de la violation des Droits de l'Homme; c'est le combattant même inconscient qui tombe dans la guerre permanente entre les classes, quelles que soient par ailleurs ses conceptions philosophiques ou politiques. Sa défense, nous essayons de la faire reprendre, en perspective, par les plus larges masses comme un moment particulier de la nécessaire auto-défense des exploités.

Cela n'implique pas que ce militant taise ou renonce à propager ses positions politiques si, du moins, celles-ci n'entrent pas en contradiction avec l'orientation de classe donnée au soutien.

C'est dans ce sens que nous avons travaillé, avec d'autres, au sein du comité RIPRA où nous n'avons pas cherché à privilégier la défense de nos camarades; parallèlement notre parti engageait toutes ses forces dans une défense politique de ses militants.

On évite ainsi de mener un combat sans doute politiquement impeccable contre l'Etat mais Don Quichottesque parce qu'isolé et on profite de chacune de ces périodes pour réaliser un travail d'orientation et d'organisation classistes au sein des masses, ce qui est, de plus, la seule "garantie" non illusoire d'une défense efficace. Il n'est malheureusement aujourd'hui possible de ne faire que quelques pas dans ce sens; l'heure n'est pas encore à la création de vastes organisations de défense classistes de type "Secours Rouge" des années 20. C'est pourtant cette orientation qui doit nous guider et qui doit finir par s'imposer contre la fausse alternative, défense démocratique ou défense sectaire.

DROIT D'ASILE AUX REFUGIES QUI EN FONT LA DEMANDE ! LIBERTE DU CHOIX DE RESIDENCE !
EGALITE DES DROITS, POLITIQUES ET D'ORGANISATION POUR LES REFUGIES !
LIBERATION DES PRISONNIERS POLITIQUES !
SOLIDARITE DE CLASSE AVEC TOUTES LES VICTIMES DE LA REPRESSON BOURGEOISE !

Une ombre de pauvreté s'étend autour des villes mexicaines et menace les USA

C'est le titre de l'éditorial du 22/03/84 du "Wall Street Journal", le quotidien des milieux financiers américains. Le journal écrit : "Environ 6 millions de personnes vivent dans les taudis de Mexico et des millions d'autres arrivent chaque jour. Bien que la migration vers les villes est chose courante dans le Tiers-Monde, de Djakarta à Lagos, de Bombay à Caracas, nul part le problème ne représente une menace aussi immédiate pour les intérêts américains qu'à Mexico. Ces gens forment un réservoir de chômage urbain qui pourrait détruire la stabilité politique à la frontière méridionale des USA."

La migration urbaine ne concerne pas seulement la pauvreté du Mexique dans les villes, elle augmente encore son potentiel. Les pauvres dans les villes, à l'inverse de leurs familles à la campagne réclament un avenir meilleur. En plus la conscience politique augmente à mesure que les leaders des bidonvilles organisent les pauvres pour demander des améliorations des services. Le résultat est la colère et la frustration contre le gouvernement, à un moment donné où le pays atterrit par la dette, sous la pression des banques US pour imposer des restrictions économiques qui est de moins en moins capable d'offrir des services et du travail à sa population (...). C'est un engrenage qui encore plus que les 60 milliards de dollars de dette extérieure menace le gouvernement mexicain et les USA.

(...) Pour beaucoup d'experts mexicains et américains, le "moment" (du soulèvement -NDRL) a été un peu différé par l'élection d'un nouveau gouvernement, le début d'une tentative de chasse à la corruption, et un certain refinancement international de dette. Mais aucune de ces améliorations mineures ne freine l'accroissement de la population du Mexique et la vague de pauvres des campagnes qui risquent de submerger ses villes (...).

Le "Wall Street Journal" termine son article en citant quelques té-

moignages d'habitants d'un bidonville de Mexico, Naucalpan, dont la population est passée de 400 000 habitants en 1975 à 1,1 million aujourd'hui.

"(...) si les prix continuent à monter, les gens pourraient bien se soulever. Mais le moment n'est pas encore venu". Le père Moséa est plus précis : "Le jour où les gens n'auront rien à se mettre dans l'estomac, ce jour là sera le jour de l'insurrection, dit-il. Pour beaucoup d'habitants au bidonville, ce jour se rapproche. De plus en plus ses paroissiens ces jours-ci viennent lui demander de l'argent ou de la nourriture". La situation actuelle confirme ce que nous écrivions il y a quelque temps : "un réseau serré d'intérêts et de relations économiques, commerciales, politiques et financières, s'étend sur ce bloc (l'Amérique Latine -NDLR) le rendant toujours plus perméable aux influences du monde moderne. Ce réseau, qui a son centre à Washington est aujourd'hui le véhicule de la domination de l'impérialisme yankee, mais il sera demain sera-ce que pour des raisons objectives - le conducteur du courant à haute tension du mouvement de classe à l'échelle continentale (...) Est-il irréaliste de penser que ce réseau fébrilement tissé par le grand capital des Etats-Unis transmettra demain dans les deux sens, du sud au nord et du nord au sud, le flux des tensions sociales (...)." (1).

Les capitalistes Nord-Américains découvrent avec horreur qu'à coup de capitaux et d'investissements ils ont amorcé une puissante bombe sociale dont la déflagration relayée par les millions de travailleurs immigrés "latinos" menace d'ébranler les USA. "Le feu est dans le jardin" dit le président Reagan en parlant du Nicaragua. Ce ne sont pourtant encore que des flammèches par rapport au futur incendie qui risquera, lui, d'embraser la maison.

1) "Sur la révolution en Amérique Latine". Programme Communiste n° 77.

Le facteur national palestinien

(suite de la page 5)

panarabes radicaux pour mieux les utiliser comme ce fut le cas pour l'Irak et la Syrie d'abord, puis la Lybie. D'autres comme le Fatah vont être conduites à tenter de manoeuvrer à travers les différentes rivalités interimpérialistes et interarabes dans l'espoir d'obtenir des résultats afin de progresser sur la voie de l'autodétermination palestinienne. Si au départ toutes ces tendances se fondaient sur la stratégie de la lutte armée, la confusion et l'ambiguïté de leur orientation non socialiste (ce qu'on ne peut leur reprocher) vont les conduire à plier dans le sens de la recherche de compromis avec les Etats arabes voire même avec l'impérialisme. C'est ainsi que l'OLP conciliant les points de vue divergents, au nom de la recherche d'une unité qui reste précaire, renoncera à toute ingérence dans les affaires intérieures des Etats arabes coupant ainsi les masses palestiniennes d'une unité solide avec les masses des Etats arabes où elles se trouvent. Ce pliage va aboutir inévitablement à la recherche de compromis ouverts avec l'impérialisme à travers une valse diplomatique qui à partir de 1974 va faire parcourir au dirigeant bourgeois Arafat toutes les capitales ainsi que les assemblées de l'ONU. Une telle orientation ne pouvait que conduire l'OLP à des échecs et à l'éclatement sans pour autant satisfaire les besoins des masses palestiniennes, même à s'opposer à elles. Cela montre bien que la lutte palestinienne ne peut parvenir à une autonomie de combat dans le cadre de compromis avec les Etats arabes (que ce soit au nom de la "spécificité" palestinienne ou au nom du panarabisme) et donc inévitablement de compromis avec les Etats impérialistes auxquels ils sont liés avec pour seul espoir de jouer sur leurs rivalités mutuelles. Une telle orientation conduit la direction du Fatah à une corruption de plus en grande contre laquelle se sont dressés les dissidents du Fatah; mais pour ce faire ceux-ci ont dû se plier aux pressions de la Syrie et de la Lybie perdant ainsi

une grande partie de leur crédibilité aux yeux de nombreuses couches des masses palestiniennes sans parvenir pour autant à provoquer une alternative de combat réelle. Nous avons déjà parlé dans les numéros précédents de l'échec de l'OLP et de sa trajectoire descendante. Disons que les faits imposent plus que jamais pour mener la lutte armée une orientation politique indépendante que seule la stratégie révolutionnaire prolétarienne peut solidement fonder en dehors de toute forme de manoeuvres tacticiennes cherchant le compromis avec la Jordanie ou avec l'Egypte comme le fait la direction du Fatah sous la conduite d'Arafat ou acceptant de jouer le jeu de la Syrie et de la Lybie comme le font les dissidents d'Abou Moussa, ou le FPLP commandement général de Jibril ainsi que la Saïka.

Il n'importe pas plus de prendre directement part aux menaces directes d'éclatement de l'OLP en soutenant le FPLP ou le FDPLP. Il s'agit au contraire pour les communistes révolutionnaires internationalistes de chercher à tirer avec les militants révolutionnaires palestiniens un bilan politique complet de la trajectoire de l'OLP et de son échec afin de définir les bases solides d'une politique stratégique de lutte réellement autonome tout en reliant ces efforts à un travail pratique aux côtés des combattants palestiniens pour soutenir activement la lutte des masses palestiniennes et aider à leur unité avec toutes les masses de la région.

CORRESPONDANCE

SARO
7, avenue de la Forêt-Noire
67000 STRASBOURG.

CORRESPONDANCE
POUR LA SUISSE
Editions Programme

12, rue du Pont 1003 LAUSANNE